

LE QUÉBEC

80% des Québécois pour un bain d'anglais à l'école

Les francophones de toute la province se rallient massivement à l'idée d'une immersion annuelle de leurs enfants pour améliorer l'apprentissage de l'anglais comme langue seconde. **A-3**

QUÉBEC

Éric Lachance et Pascal Laforest héros malgré eux

Deux jeunes hommes, Éric Lachance et Pascal Laforest, ont fait preuve d'un sang-froid remarquable, dans la nuit de vendredi, en sauvant d'une mort certaine le passager d'une auto en flammes. **A-3**

LES ARTS

Patricia Kass soigne son image de femme

La chanteuse de 26 ans a envie de soigner son image, de séduire les hommes. Avant, Patricia Kass était une voix... Maintenant, elle profite de son temps, elle prend le temps de vivre. **C-1**

L'ÉCONOMIE

Impasse sur les ententes parallèles à l'ALENA

Les négociations d'ententes parallèles à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sont dans une impasse, ont laissé entendre, hier, les négociateurs canadien, américain et mexicain. **B-1**

LE MONDE

Un président intérimaire remplace Perez au Venezuela

Octavio Lepage, président du Sénat et du Congrès vénézuéliens, a prêté serment pour devenir président par intérim après la suspension du chef de l'État Carlos Andres Perez accusé de malversations. **A-10**

L'EDITORIAL

Renouveler dans les traditions

Kim Campbell veut renouveler l'art de gouverner pour répondre aux besoins des citoyens. Mais ses recettes demeurent encore fort traditionnelles. **A-18**

L'INDEX

Annonces classées	G-8 à G-11
Arts	C-1 à C-13
Bridge	G-10
Bonne chère	D-1 à D-3
Carières	G-1 à G-5
Décès	G-11 à G-13
Dossiers	A-19
Économie	B-1 à B-8
Éditorial	A-18
Habitat	E-1 à E-20
Horoscope	E-20
Le Monde	A-10 à A-17
Le monde des fonctionnaires	A-4
Michel David	A-18
Mot fleché	G-10
Mot mystère	G-10
Où aller à Québec	C-11
Tourisme	F-1 à F-8
TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés de la semaine	S-14

LA MÉTÉO

Aujourd'hui : Plutôt nuageux. Possibilité d'averses en après-midi. Max. : 13 ; min. : 6.

Demain : Ensoleillé avec quelques nuages. Max. : 18 ; min. : 9. **S-16**

Dès le premier budget de Kim Campbell

Les provinces auront moins

QUÉBEC — Kim Campbell a l'intention de réduire le taux d'augmentation des transferts aux provinces dès son premier budget. Il s'agit d'une perte nette de deux à quatre milliards de dollars d'ici cinq ans.

par MICHEL VASTEL
 LE SOLEIL

Au cours d'un entretien exclusif avec l'équipe éditoriale du SOLEIL, la candidate à la succession de Brian Mulroney a révélé

que « le vrai budget reste à venir ». Pour ne pas « empoisonner le climat politique », son collègue, Don Mazankowski, a en effet laissé, au futur premier ministre, le choix d'annoncer les deux grandes mesures susceptibles d'éliminer le déficit fédéral d'ici cinq ans :

- une restructuration du gouvernement préparée par Robert de Cotret et qui produirait, selon les analyses du ministère des Finances, une économie de 6 milliards \$, soit le tiers des dépenses actuelles de fonctionnement du gouvernement fédéral ;
- et un plafonnement des transferts aux provinces au taux d'augmentation que le gouvernement fédéral s'auto-

rise pour ses propres dépenses. « Depuis 1984, les transferts aux provinces ont augmenté plus vite que les dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral, il faut toucher à cette partie du budget », a dit le ministre de la Défense nationale. Les Accords fiscaux entre Ottawa et les provinces seront rouverts en 1994.

De fait, le budget de Don Mazankowski prévoit que, d'ici 1998, les transferts en espèces aux provinces — pour la santé, l'éducation et la péréquation — augmenteront de 2,6 % par année, pour atteindre 29,2 milliards \$. Si on ajoute les points d'impôts, le taux annuel d'augmentation est de 3,7 % alors qu'il ne sera que de 1,4 % pour les dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral.

Les 11 ministres des Finances se rencontrent à Ottawa, les 30 et 31 mai. Mais ce seront surtout les premiers ministres — fin juin ou au tout début de juillet — qui se pencheront sur ce plan de réduction du déficit fédéral. Mme Campbell a promis que « toute initiative s'appuiera sur des objectifs que

soutiennent les provinces. » Expliquant que le déficit est devenu un problème « national » — il atteint 80 milliards \$ pour les 11 gouvernements — Mme Campbell veut une action concertée de tous les gouvernements. « L'Ontario et le Québec augmentent les impôts pendant que le fédéral les réduit : c'est ridicule d'avoir ainsi deux stratégies différentes », dit-elle.

Mais la future première ministre n'est pas prête à toutes les concessions pour aider les provinces à réduire leur propre déficit. Même si toutes lui demandent, par exemple, d'accepter d'imposer un 'ticket modérateur' dans le secteur de la Santé, « ce sera non » si cela remet en cause le sacro-saint principe de l'universalité. Hier, devant 300 conservateurs de la région de Québec, elle s'est « fermement engagée » à maintenir le principe de l'universalité. La candidate a soigneusement évité, par ailleurs, la question linguistique au Québec soulignant qu'elle n'est pas « masochiste ».

Autre texte en page A-19

À Port-Cartier les occupants sortent en héros



C'est littéralement comme des héros que la population de Port-Cartier a accueilli les ex-travailleurs de Cascades qu'une injonction a forcé de mettre fin à cinq jours d'occupation de leur usine, en fin d'après-midi, hier, à Port-Cartier. Un des chefs de file du groupe, Michel Plante, s'entretient avec des policiers venus surveiller la sortie des occupants.

Textes en page A-20

Selon Gérard D. Levesque

Les dirigeants de la SAAQ doivent verser le surplus ou partir

QUÉBEC — Le ministre Gérard D. Levesque n'a pas l'intention de négocier son budget avec les dirigeants de la Société d'assurance automobile, qui ont le choix d'accepter de verser leur surplus de un milliard \$ au fonds consolidé ou de partir.

par HÉLÈNE BARIL
 LE SOLEIL

« Lorsque l'État décide quelque chose, tout le monde s'y soumet. Il y a une autorité qui doit trancher et les autres doivent

accepter ou partir », a rétorqué, hier, le ministre des Finances à la fronde de la SAAQ.

« Les sociétés d'État relèvent encore de l'État, a-t-il ajouté d'un ton toujours égal, lors d'une entrevue au SOLEIL. L'État imposera donc sa volonté. « Nous avons été élus pour ça. Nous allons faire en sorte d'obtenir le bien commun », a dit le ministre.

Il n'est pas question non plus de couper la poire en deux et de laisser à la société une partie de son surplus. « Pas question de compromis, a-t-il affirmé, c'est une question budgétaire qui est annoncée comme telle et je vois les choses telles que nous les avons annoncées ».

Le ministre Lévesque rejette comme une question hypothétique l'éventualité de congédier les dirigeants de la SAAQ. « Je pense qu'il s'agit d'une réaction assez préliminaire, vous pouvez attendre quelques jours ou quelques semaines et le tout rentrera dans l'ordre », a-t-il dit.

Le ministre a expliqué avoir « fait le nécessaire » au cours des dernières heures pour convaincre la SAAQ du bien-fondé de sa décision. Il dit comprendre « jusqu'à un certain point » les dirigeants de la société, qui ne sont pas obligés d'avoir une considération aussi large que lui de l'ensemble de la société.

« Ils ont un boulot et ils réagissent à l'intérieur de leur boulot. On peut comprendre ça jusqu'à un certain point. Mais lorsque l'État décide quelque chose, tout le monde s'y soumet. Je ne pense pas que personne puisse être au-dessus de l'État. L'État est là et doit prendre ses responsabilités ».

Autres textes en page A-5

Renversement de situation

Le PC gagnant avec Charest

Renversement incroyable de situation : c'est Jean Charest, et non Kim Campbell, qui assurerait la victoire aux conservateurs contre les libéraux. Un sondage exclusif Angus Reid — LE SOLEIL précise que ce sont les propos un peu crus de la ministre de la Défense qui expliquent sa disgrâce.

par MICHEL VASTEL
 LE SOLEIL

Le sondage réalisé, cette semaine, auprès de 1500 électeurs, indique qu'un Parti conservateur dirigé par Charest aurait obtenu 37 % des voix contre 32 % aux libéraux de Jean Chrétien. Au Québec, en Alberta et dans les Maritimes, Charest mène. En Colombie-Britannique, il est à égalité avec Chrétien.

Le Parti conservateur perdrait, par contre, les élections avec 31 % des intentions de vote contre 35 % au PLC s'il était dirigé par Mme Campbell. Même dans sa propre province, la ministre ne peut faire mieux que d'égaliser ses chances — 31 % des intentions de vote — avec Jean Chrétien. Elle est maintenant en retard dans toutes les régions, arrivant deux points de pourcentage derrière le Bloc (37 à 35 %) au Québec.

Depuis les deux derniers

mois que la course à la succession de Brian Mulroney est commencée, 40 % de tous les Canadiens et même 30 % des gens qui se disent conservateurs, ont une moins bonne opinion de Mme Campbell. Par contre, 37 % de tous les Canadiens et 45 % des conservateurs ont une meilleure opinion de Charest qu'il y a deux mois.

Selon Angus Reid, un nombre impressionnant de Canadiens ont remarqué les déclarations à l'emporte-pièce de la ministre sur « les ennemis des Canadiens » ou les « enfants de chienne qui se désintéressent de la politique ». Parmi ces gens-là, 51 % disent que cela explique leur impression moins favorable de la candidate.

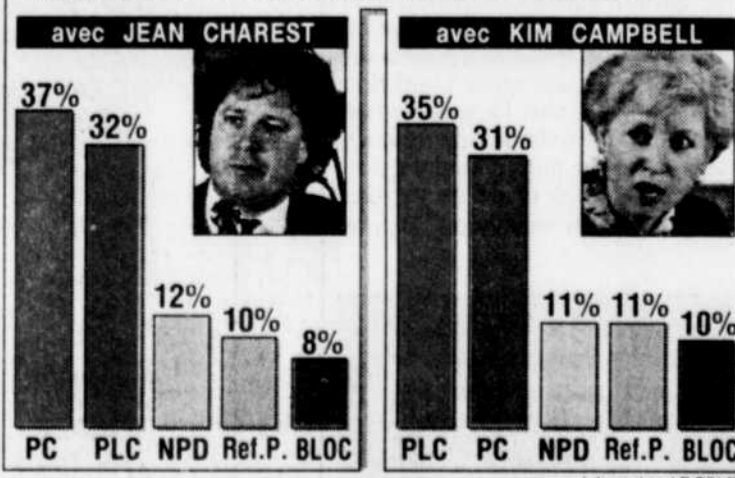
Depuis le début de sa campagne, c'est sa réputation de gagnante qui expliquait l'avance apparemment insurmontable de Kim Campbell sur tous ses adversaires. Cette réputation est maintenant détruite et les

nombreux indécis — le tiers des délégués au Congrès d'investiture du 13 juin — commencent à regarder Charest comme le candidat-miracle. Si, comme le pensent certains, des délégués favorables à Kim Campbell commencent à reconsidérer leur choix, il faudra parler de « phénomène-Charest ».

Le renversement de situation est tel que Charest est passé d'un retard de dix points sur Jean Chrétien en mars, à une avance de cinq points, cette semaine. Dans le même temps, Mme Campbell est passée d'une avance de 18 points de pourcentage à un retard de quatre points sur le chef libéral.

SONDAGE Angus Reid LE SOLEIL
Les intentions de vote des Canadiens

QUESTION : Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, selon que Jean Charest ou Kim Campbell soit chef du Parti conservateur, pour le candidat de quel parti voteriez-vous ?



Infographie: LE SOLEIL

UN ÉTÉ D'AVENTURES!

CAMP SÉJOUR PLEIN AIR (7-13 ans)

- Transport à partir du YMCA inclus dans le coût
- Coût à partir de 215\$ seulement
- Site exceptionnel de 291 hectares au lac Sergent: gymnase, rocher école, sentier de vélo en montagne, activités nautiques, tir à l'arc, sciences naturelles, etc.
- Natation, escalade, canot, etc.
- Séjours offerts: 5 jours/4 nuits et 12 jours/11 nuits

CAMPS D'ÉTÉ

du YMCA

(garçons et filles)

ÉGALEMENT La Brochure au soleil pour les 7 à 13 ans

"SOURIS, TOUT L'ÉTÉ"

CAMP DE JOUR EN INFORMATIQUE

- Pour adolescents 12-16 ans
- Débutants et initiés

À L'ENSEIGNE LOGICIELS ÉDUCATIFS

DEMANDEZ LA BROCHURE GRATUITE AU (418) 527-2518 — INSCRIPTIONS: 835, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST.

Cinq morts dans une collision

FREDERICTON (PC) — Quatre adultes et un bébé ont été tués dans une collision frontale survenue entre Fredericton et Saint-Jean dans la nuit de jeudi à hier.

La voiture des victimes a dérapé sur une chaussée détrempée et a foncé sur une camionnette qui venait en direction opposée.

L'accident est survenu sur la route 7 par une pluie battante.

Les victimes sont le soldat Daniel James Stackhouse, 20 ans, et le soldat Eric McRitchie, 23 ans, deux miliciens des Forces canadiennes; Carrie Anne Burgess, 20 ans, et sa fille d'un an Shyanne, ainsi que Brandy Bennett, 19 ans. Tous vivaient à Oromocto, près de la base de Gageton.

Deux des occupants de la camionnette sont hospitalisés dans un état sérieux. Leurs enfants ont été soignés et ont reçu leur congé.

La mère a été opérée tôt hier matin à Fredericton et son état est critique. Son mari a aussi été hospitalisé. La famille réside à Saint-Jean.

Pêche en ville

Des milliers d'adeptes de la pêche à la ligne sont attendus sur les rives de la Saint-Charles, au sud et au nord de l'avenue Chauveau, alors que se déroule, depuis hier, la 13e reprise annuelle de « La Pêche en Ville ». Hier midi, à l'occasion de l'ouverture officielle, le ministre Gaston Blackburn (Loisir, Chasse et Pêche) a introduit dans la rivière Saint-Charles quelques-unes des 10 000 truites mouchetées qui seront ensemencées jusqu'à lundi soir. Le ministre était accompagné de deux nouveaux « gardes du corps », les jeunes Tania Roberge et Jean-Philippe Gagné, de la paroisse Saint-Albert-le-Grand, gagnants dans la région de Québec, du concours « agents de conservation de la faune d'un jour ».

M. Ghislain Dubé, de Beauport, un adepte de la pêche à la ligne dans la Saint-Charles, a livré certains de ses meilleurs trucs de pêche au ministre Blackburn et à son entourage.



Le Soleil, Jean Vallières

Spectaculaire évasion à la centrale de police

QUÉBEC — Des policiers ont été témoins d'une évasion spectaculaire hier après-midi, quand un individu qui était interrogé pour vol qualifié, a soudainement plongé à travers la fenêtre du deuxième étage de la centrale de police du parc Victoria, pour prendre la fuite.

par FRANÇOIS ROY
LE SOLEIL

L'incident est survenu vers 17 h 30, au bureau des enquêteurs du deuxième étage, alors que ceux-ci étaient à questionner pour une série de vols Marc Richer, 23 ans, dont le dernier domicile connu était à Charlesbourg. Celui-ci avait été arrêté et conduit à la centrale en début d'après-midi après avoir été épinglé par les patrouilleurs.

Sans crier gare, Richer a soudainement bondi et s'est jeté à travers la fenêtre pour choir sur la cabine d'un camion stationné en dessous, à environ quatre mètres plus bas. Apparemment sans blessures et en moins de deux, l'homme a sauté au sol et s'est enfui à toute allure. L'alarme a été lancée et huit autos-patrouille ont aussitôt rattrapé un vaste périmètre aux alentours du parc Victoria. On a également fait appel au maître-déclicien Steve Carrier, du district Beauport, mais sans résultat puisque l'enquête a été interrompue par la nuit.

Aux environs de 20 h 30 hier, les patrouilleurs de la Sûreté du Québec aux abords du pont LaPorte, avaient été avisés de surveiller deux individus, Stéphane Vandette et Marc Richer, qui semblaient-il aurait circulé en automobile dans cette direction en tentant de fuir vers l'ouest, plus précisément vers Saint-Étienne-de-Lauzon.

En Bref

■ Voleurs actifs

CHARLESBOURG — Au moment où elle s'appropriait à faire un dépôt commercial à la Banque de Montréal, au 8535, boulevard Henri-Bourassa, hier vers 10 h 30, une dame a été agressée par deux individus qui lui ont dérobé son sac. Elle n'a toutefois subi aucune blessure. Les deux comparses ont rapidement pris la fuite en direction de la 1re Avenue sans laisser de trace. De même, un autre vol qualifié a été enregistré par les policiers de Charlesbourg jeudi, quand un individu qui s'était introduit dans une pharmacie au 5000, 3e Avenue Ouest, a braqué une arme à feu en réclamant le contenu du tiroir-caisse. Le suspect âgé entre 30 et 35 ans, tenait semble-t-il un revolver et il a pris la fuite à pied. Le montant du vol était indéterminé.

■ Cambriolages avec effraction

SAINTE-FOY — Trouvant suspecte l'attitude de deux individus près d'une automobile arrêtée à l'angle de la rue Laberge et du boulevard Duplessis, à Sainte-Foy, hier après-midi, vers 14 h, les patrouilleurs ont eu la main heureuse en procédant à leur arrestation, puisqu'il s'agissait de deux voleurs d'expérience. Dans leur auto, les policiers ont trouvé des bijoux et de l'argent évalués à 3000 \$, dont une partie provenait d'une maison de gens âgés, à Cap-Rouge. À la suite d'autres recherches, les policiers apprenant que ces deux suspects dans la vingtaine, étaient les auteurs d'une quinzaine de vols avec effraction, allant de Saint-Jean-Port-Joli à Cap-Rouge. Ils doivent comparaître ce matin au palais de justice de Québec.

■ Prison pour un présumé incendiaire

Le Montréalais qui semblait avoir l'intention de mettre le feu à son ex-conjointe a été condamné à deux mois de prison. Le mois dernier, Michel Beauchamps, âgé de 30 ans, était appréhendé après avoir proféré des menaces en ce sens. Sur lui, on avait trouvé une bouteille d'essence, des briquets, des allumettes ainsi que deux couteaux. Une période de probation de trois ans lui a en outre été imposée.

■ Peine de pénitencier

Une peine de deux ans de pénitencier a été imposée à Daniel Marceau, l'individu de 35 ans qui, le mois dernier, s'en était pris à deux patrouilleurs de la sûreté municipale de Québec. Ils allaient porter secours à la conjointe de Marceau qui venait d'être frappée et menacée de mort à l'aide d'un couteau.

■ Troubles mentaux

Un verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux a été rendu dans le dossier de Louise Dubord, la Québécoise de 39 ans qui, sans raison, avait asséné deux coups de couteau à son voisin. Auparavant, la femme avait séjourné une vingtaine de fois au centre hospitalier Robert-Giffard.

■ Nouveau juge

Le ministre de la Justice a nommé M. Michel St-Hilaire au poste de juge de la Cour du Québec, dans la division régionale de Québec. Il sera affecté principalement à la chambre civile et comblera le poste laissé vacant par le départ du juge Robert Langevin. Agé de 57 ans, le nouveau juge faisait partie du bureau St-Hilaire, Brochet, Dussault.

■ Sauvé de la noyade

BEAUPORT — Un jeune homme de 22 ans en proie au désespoir a été rescapé de la noyade, hier matin, après qu'il eut sauté du haut du pont de Boischatel. Les policiers n'avaient pas réussi à faire entendre raison au malheureux qui est passé aux actes, peu après 6 h 30. Un citoyen, Maxime Belzile, s'est aventuré dans la rivière afin de le rescaper. Il a fallu l'intervention des pompiers pour remonter la victime qui n'a toutefois pas été blessée sérieusement. Elle a été conduite à l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

■ Pollueur puni

LÉVIS — Alain Vachon, un citoyen de Saint-Malachie de Bellechasse faisant affaire sous la raison sociale de Mobile Sanitaire enr. s'est vu imposer récemment une amende de 2000 \$ par les tribunaux pour avoir rejeté dans l'environnement des boues de fosses septiques. L'individu contrevient ainsi à l'article 20 de la Loi sur la qualité de l'environnement qui interdit le rejet dans l'environnement d'un contaminant dont la présence est susceptible de porter atteinte à la santé, au bien-être et au confort de l'être humain et de causer des dommages ou de porter autrement préjudice à la végétation ou à la faune.

Agression à Beauport: la poursuite demande que l'adolescent soit traité comme un accusé adulte

QUÉBEC — Après avoir déposé six nouveaux chefs d'accusation en chambre de la jeunesse, hier, le ministère public a demandé que la cause de l'adolescent accusé de tentative de meurtre soit renvoyée en chambre criminelle.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

L'accusé, qui aura 18 ans demain, est soupçonné d'avoir participé à l'agression d'un adolescent de 16 ans, en fin de semaine dernière, à Beauport. Un individu déjà âgé de 18 ans, Éric Tanguay, a comparu

cette semaine en chambre criminelle pour répondre aussi d'une accusation de tentative de meurtre.

Quant à l'adolescent de 17 ans, il revenait hier devant le tribunal pour son enquête sur remise en liberté provisoire. La procureure de la Couronne, Me Sophie De-

lisle, s'y est opposée et l'avocate de l'accusé, Me Dominique Trudel, a renoncé à l'enquête.

Devant la demande de renvoi au tribunal pour adultes, la juge Andrée Bergeron a quant à elle ordonné la préparation d'un rapport pré-décisionnel et d'un rapport psychologique, à la demande de Me Delisle. La date pour l'audition de cette requête a ensuite été fixée au 29 juin.

En ce qui concerne les nouvelles accusations relatives à des in-

fractionnements présumés toutes commises le 11 mai, il s'agirait d'un vol de camion, de deux vols dans des véhicules automobiles et d'un méfait consistant en un bris de vitre. Enfin, deux bris d'engagement sont reprochés à l'adolescent puisque, dans l'attente d'une autre sentence, il lui avait été interdit d'avoir des contacts avec Éric Tanguay. Cette sentence lui sera imposée pour des vols par effraction.

Aux six nouvelles accusations, il a nié sa culpabilité.

MAGASINEZ LUNDI 24 MAI NOS TROIS MAGASINS SERONT OUVERTS DE 9H30 À 17H30



UNE EXCLUSIVITÉ TWIK

LA CAMISOLE ENCOLURE CARRÉE
19.99

de la collection twik fine maille de coton, la camisole encolure carrée à choisir en noir, blanc, vert tendre, lilas, corail. p.m.g. rég. 30.00



EXCLUSIF AU 31

LE PULL RUBAN DRAPEAUX
39.95

un pull à ruban brodé drapeaux colorés en brassard à la manche et en bordure de l'encolure base-ball. maille pur coton. blanc, lin, vert, marine, lavande, rouge, malard. p.m.g.t.g. rég. 65.00

LA QUOTIDIENNE

tirage du 21-05-93
3-5-7
4-3-0-1

MINI-LOTO

841491 gagnent 50 000 \$
41491 gagnent 5000 \$
1491 gagnent 250 \$
491 gagnent 25 \$
91 gagnent 5 \$

INTER-PLUS

418227 gagne 250 000 \$
18227 gagnent 2500 \$
8227 gagnent 250 \$
227 gagnent 25 \$
27 gagnent 10 \$

PROVINCIAL

3233843 gagne 500 000 \$
233843 gagnent 5000 \$
33843 gagnent 500 \$
3843 gagnent 100 \$
843 gagnent 25 \$
43 gagnent 5 \$

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

80% des Québécois pour un bain d'anglais à l'école

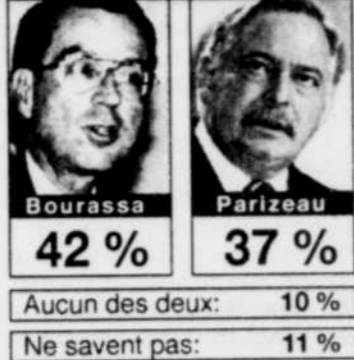
QUÉBEC — Les francophones de toute la province se rallient massivement à l'idée d'une immersion annuelle de leurs enfants pour améliorer l'apprentissage de l'anglais comme langue seconde. Par ailleurs, fort de l'appui massif des anglophones, Robert Bourassa ou Jacques Parizeau ?

SONDAGE SOM LE SOLEIL

Dossier linguistique

QUESTION: À qui faites-vous confiance pour défendre au mieux les intérêts du Québec dans le dossier linguistique, Robert Bourassa ou Jacques Parizeau ?

Le meilleur défenseur



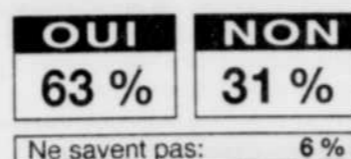
par ROGER BELLEFLEUVE
LE SOLEIL

Selon le dernier sondage SOM-LE SOLEIL, effectué au moment du dépôt du projet de loi 86 par le ministre Claude Ryan, c'est 80 % des Québécois de toutes souches qui appuient ce virage, dont 78 % chez les francophones, alors que cette faveur grimpe à 88 % chez les anglophones et allophones. Seulement 17 % des francophones se disent contre l'immersion.

Langue d'affichage

QUESTION:

Le gouvernement Bourassa a déposé récemment à l'Assemblée nationale le projet de loi 86 qui accorde le droit de placer des affiches bilingues, à l'extérieur comme à l'intérieur de tous les commerces, à condition que le français prédomine. Approuvez-vous cette proposition ?



Infographie: LE SOLEIL

Le libellé de la question était le suivant : « Avec le projet de loi 86, une souplesse accrue permettra par exemple au ministère de l'E-

ducation d'autoriser des élèves francophones à faire leurs études en anglais pendant un certain nombre de mois afin d'améliorer

leur apprentissage de l'anglais comme langue seconde, approuvez-vous cette proposition ? »

Ce même ordre d'appui se retrouve tant dans la région métropolitaine qu'ailleurs au Québec, et fléchit à seulement 74 % dans la région de Québec.

Sur une base partisane, l'idée d'un tel bain d'apprentissage de l'anglais comme langue seconde recueille tout de même un appui de plus des deux tiers des péquistes (69%), assez loin cependant des libéraux et du Parti égalité qui donnent leur aval avec des scores respectifs de 91 et 89 %.

Par contre, l'indice de confiance envers Bourassa diffère largement selon qu'on sonde les anglophones ou les francophones. Les premiers le choisissent à 71 % comme celui qui peut « défendre au mieux les intérêts du Québec dans le dossier linguistique » comparativement à 35 % chez les francophones qui préfèrent Parizeau à 42 %. Hommes et femmes placent les deux hommes politiques sur le même pied à cet égard (42 %).

Les péquistes, il ne faut pas

s'en étonner, n'accordent une cote de confiance que de 10 % au premier ministre, cependant que leur propre chef Jacques Parizeau jouit d'un appui massif de 81 %.

Langue d'affichage

Le fort consensus sur l'apprentissage de la langue anglaise s'effrite cependant en ce qui touche le volet « affichage » du dossier linguistique, quoique le dernier sondage SOM constate une cristallisation des opinions.

Près de deux Québécois sur trois (63 %) se disent toujours favorables à l'affichage bilingue à l'extérieur des commerces, avec le français comme langue prédominante. Une lecture identique au sondage CROP de janvier pour le compte du Conseil de la langue française et au SOM du 23 avril.

Les francophones avalisent cette option dans l'ordre de 61 % et les anglophones par 76 %.

Au cours des deux derniers mois, l'opposition au bilinguisme commercial a même connu un laminage de 10 % dans la région de Québec, alors que l'appui à cet élargissement est passé de 49 % à

59 %. L'opposition, dans la même région, a fléchi de 43 % à 36 %.

Les opinions sont cependant beaucoup plus partagées en regard de l'élargissement du bilinguisme aux panneaux-réclames qui bordent les autoroutes et chaquent les édifices.

Ce type d'affichage avec une langue autre que le français, qui ne sourit d'ailleurs guère aux firmes de communication, ne recueille dans la population en général qu'un appui de 50 %, qui grimpe cependant à 58 % dans la région métropolitaine.

Les francophones s'y opposent à 51 %, alors que 44 % appuient ce type de messages publicitaires, cependant qu'anglophones et allophones sont en faveur à 78 % contre 17 %.

Ce sondage SOM-LE SOLEIL a été effectué entre le 13 et le 19 mai auprès de 1000 répondants, ce qui assure une marge d'erreur maximale de 3,9 %. La méthodologie détaillée sera publiée dans notre livraison de demain, avec le deuxième volet du sondage.

Leur bravoure sauve deux vies

□ **Éric Lachance et Pascal Laforest héros malgré eux**

QUÉBEC — Deux jeunes hommes ont fait preuve d'un sang-froid remarquable, dans la nuit de vendredi, en sauvant d'une mort certaine le passager d'une automobile en flammes, à la suite d'une collision avec un autre véhicule conduit par un chauffard en état d'ébriété avancée.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

À la demande des médias, Éric Lachance, 19 ans, et Pascal Laforest, 22 ans, sont venus jeter un coup d'œil, hier midi, dans la cour de la centrale de police du parc Victoria, à la carcasse calcinée de la petite Pontiac Acadian dans laquelle prenaient place la victime, en compagnie d'un auto-stoppeur à qui elle avait demandé de conduire.

Visiblement ébranlés par les événements de la veille, au point de ne pas avoir pu fermer l'œil du reste de la nuit, les deux amis ont relaté l'accident, survenu vers 1 h 30, à l'angle de l'avenue Saint-Sacrement et de la rue de la Jonquière, à Québec.

Ils avouent avoir agi « par instinct », mais ne peuvent s'empêcher de se demander par quelle grâce ils ont réussi à sauver leur peau. Et deux fois plutôt qu'une.

C'est que nos deux héros ont été directement impliqués dans l'accident, au moment où ils revenaient du boulot. Immobilisé au feu de circulation, leur véhicule a été violemment embouti par l'arrière par l'automobile de la victime, qui elle-même venait d'être frappée par un troisième véhicule conduit par l'homme en état d'ivresse.

Feu aux vêtements

« Le choc a été très violent. La vitre arrière de notre auto a volé en éclats. Une fraction de seconde plus tard, le feu éclatait dans le véhicule derrière nous », raconte Pascal Laforest, un élève en informatique.

Tous deux se sont empressés de quitter leur automobile. C'est en s'éloignant qu'ils ont entendu des cris provenant du véhicule dévoré par les flammes. Le conducteur, âgé de 26 ans, venait de réussir tant bien que mal à sortir. « Le feu était pris à ses vêtements, de la tête aux pieds », relate Pascal. Lui et son copain ont alors apporté une couverture afin d'éteindre les flammes et amené le blessé en lieu sûr.

Puis, ils sont retournés près du

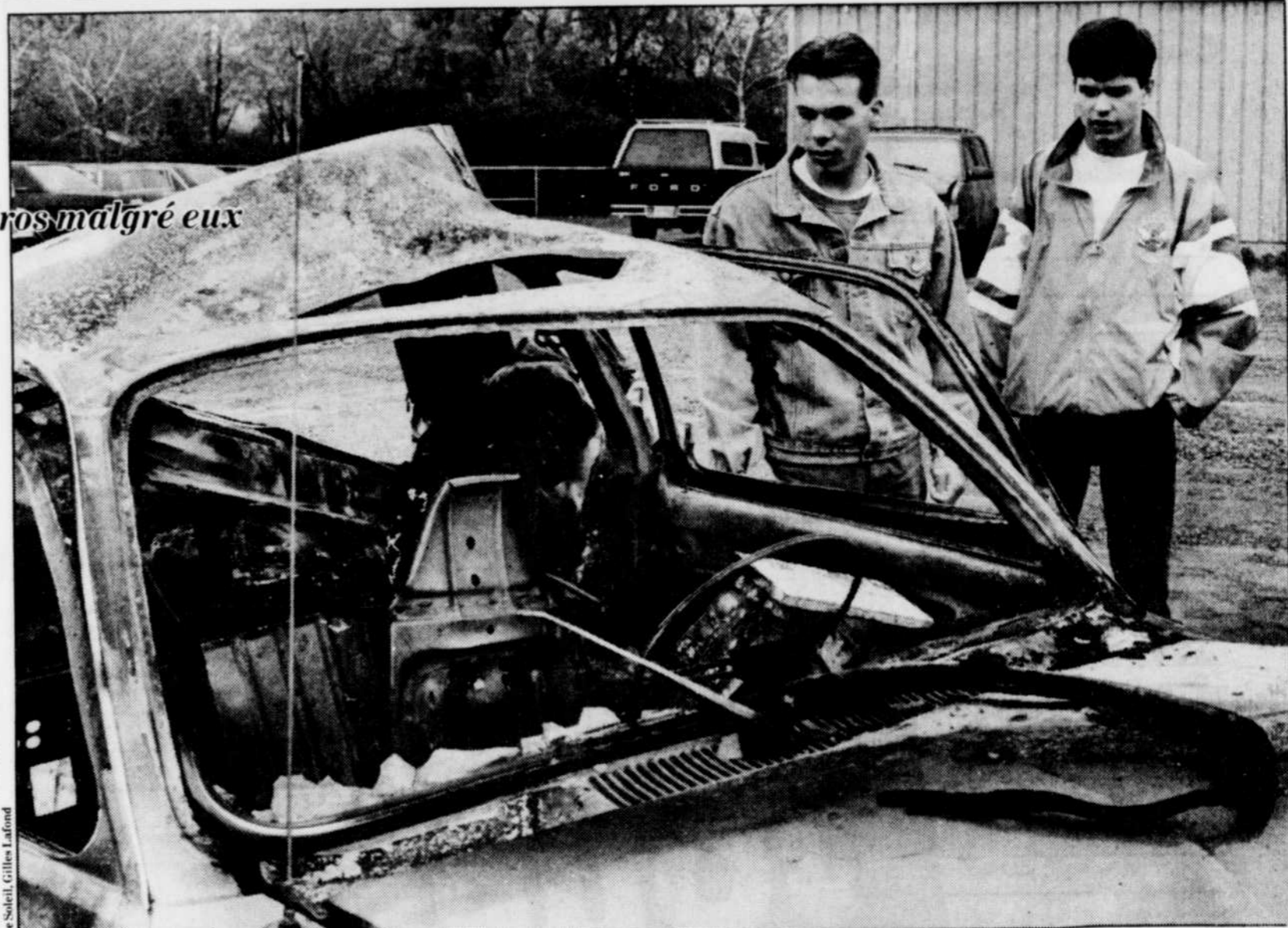
véhicule pour s'occuper du passager qui venait de perdre conscience. Incapable d'ouvrir la portière, Éric Lachance l'a alors empoigné par la chemise et la ceinture afin de le sortir par la vitre qui s'était fracassée sous l'impact. Pendant qu'il le traînait jusqu'au trottoir, de petites explosions ont retenti, imputables, croit-on, à des cannettes de peinture. En posant son geste de bravoure, Éric Lachance s'est infligé une coupure au pouce qui a nécessité six points de suture.

« Sur le coup, tu penses pas au danger, mais plutôt de sauver la personne. Ça se passe très vite, on dirait un film... », mentionne Éric, qui travaille comme cuisinier dans une pizzeria de Beauport.

« Je me demande encore comment nous avons fait pour ne pas être blessés », ajoute Pascal, qui se promet bien de conserver la fidèle habitude de boucler sa ceinture de sécurité, comme il l'avait fait jeudi.

Comparution en cour

Le plus mal en point des deux blessés, Sylvain Tailleux, qui repose à l'unité des grands brûlés de l'hôpital du Saint-Sacrement, était monté à bord du véhicule quelques instants auparavant, alors qu'il faisait de l'auto-stop. Le conducteur, se disant trop mal en point pour conduire, lui avait demandé de prendre le volant. Ce



Éric Lachance, à droite, et son copain Pascal Laforest jettent un coup d'œil à la carcasse calcinée de la voiture impliquée dans un accident, dans la nuit de vendredi. « Nous avons agi par instinct », déclarent les deux héros.

dernier a été conduit à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, souffrant d'une blessure aux vertèbres cervicales.

Le responsable de l'accident, Christian Aubin, 39 ans, du

quartier Duberger, à Québec, a comparu en fin d'après-midi, hier, devant le juge René de la Sablonnière, afin de répondre d'une accusation de conduite avec facultés

affaiblies et de conduite avec facultés affaiblies ayant causé des lésions corporelles. Il a été libéré en attendant son retour devant la cour, le 2 juin, pour la communi-

cation de la preuve. Son permis de conduire lui a été confisqué pour la durée des procédures. Il n'a été que très légèrement blessé dans la collision.

Acquitté d'une plainte de conduite sans permis Le coroner Bouliane accuse la SAAQ de l'avoir sali

LA MALBAIE — Immédiatement après avoir été acquitté des accusations qui pesaient contre lui pour avoir conduit son automobile alors que son permis de conduire était suspendu, le coroner Marc-André Bouliane a conclu à une campagne de « salissage » de la part de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

par DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

« Ils (la SAAQ) savaient très bien qu'ils n'avaient pas en main les éléments de preuve nécessaires pour en arriver à une condamnation. La plainte aurait dû être retirée », a affirmé Me Bouliane.

Le coroner a présenté une défense d'ignorance devant le juge Jean-Paul Aubin de la cour provinciale. Il a allégué qu'il n'avait

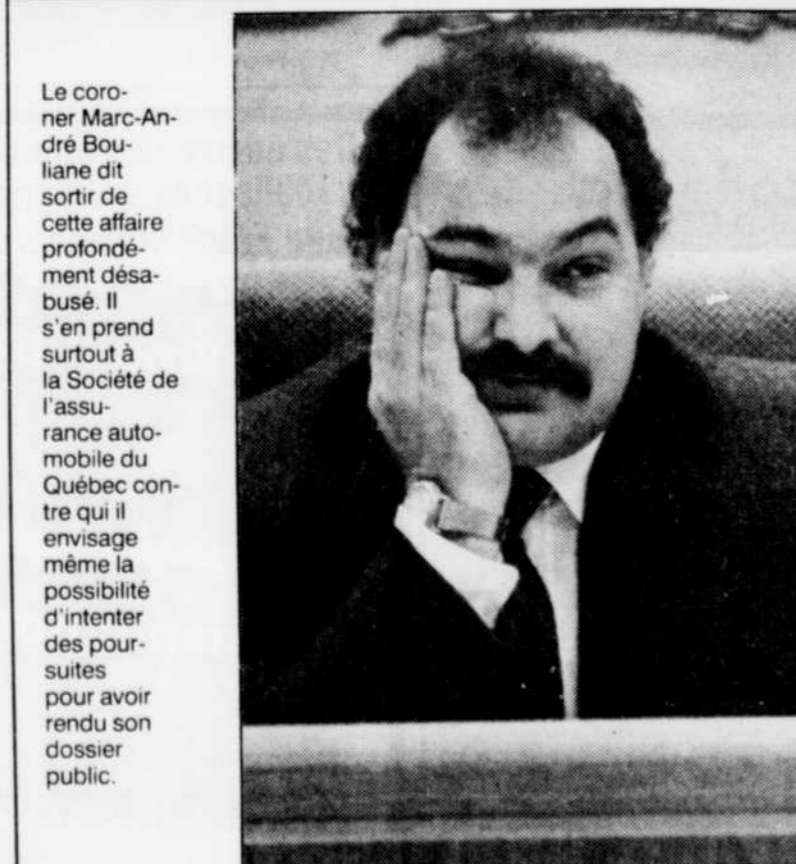
pas été avisé que son permis avait été suspendu pour une amende payée à la ville de Montréal.

« Les explications que j'ai données ont été jugées crédibles », souligne Me Bouliane.

Le coloré coroner dit qu'il n'a pas été atteint par ce coup. Il en sort quand même profondément désabusé. « Ma femme et mes enfants ont été l'objet de commentaires désobligeants », a-t-il révélé.

Me Bouliane s'est plaint du traitement de la SAAQ qui a émis un communiqué sur son dossier. Il estime avoir eu droit à un traitement spécial et il se demande si c'est la politique de la société d'État d'exposer les dossiers de ses administrés sur la place publique. Il n'écarterait d'ailleurs pas la possibilité d'intenter des poursuites en dommages, sans préciser davantage.

Marc-André Bouliane a été intercepté pour excès de vitesse par un agent de la Sûreté du Québec dans la nuit du 1er janvier 1992. Le policier n'avait pu obtenir sur-le-champ son dossier. Plus tard dans la nuit, il avait appris que le permis de Me Bouliane avait été suspendu en mars 1991.



Le coroner Marc-André Bouliane dit sortir de cette affaire profondément désabusé. Il s'en prend surtout à la Société de l'assurance automobile du Québec contre qui il envisage même la possibilité d'intenter des poursuites pour avoir rendu son dossier public.

GEO METRO DÉCAPOTABLE 1992

8 992\$*

• 5 vitesses • 2 miroirs
• essuie-glaces à balayage intermittent
• 25 disponibles

RABAIS ÉTUDIANT
ADDITIONNEL de
750\$ si admissible

*Préparation et rabais GM inclus. Transport et taxes en sus.

CAVALIER 1993

9 995\$*

Sedan # 30316

automatique

OUVERT LUNDI

*Préparation et rabais inclus. Transport et taxes en sus.

PAYEZ Moins... UN POINT C'EST TOUT!

FOURNIER

CHEVROLET • GEO • OLDSMOBILE

Autoroute de la Capitale et
boul. Pierre-Bertrand **687-5170**

LA POLITIQUE



Le SCFP adopte un plan d'action qui inclut des journées de grève

MONTREAL (PC) — Le Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), dont 80 000 des 90 000 membres sont menacés par le gel des salaires, vient d'adopter un plan d'action qui prévoit notamment des journées de grève à être tenues au moment jugé opportun.

« On ne fera pas des grèves et de la mobilisation à coups de mouchoir », avertit M. Gilles Charland, directeur adjoint du SCFP-Québec.

Le plan d'action en 12 points a été adopté à l'unanimité, hier, au cours d'une assemblée extraordinaire d'un millier de délégués à Montréal. Il sera soumis, la semaine prochaine, aux membres des syndicats locaux affiliés au SCFP.

« Jamais, de toute l'histoire du SCFP, nous n'avons reçu une attaque frontale contre tout le monde en même temps », lançait le directeur québécois du SCFP, M. Henri Massé, à l'ouverture de l'assemblée.

Les moyens de pression prévus au plan d'action doivent être exercés au cours des prochaines semaines, c'est-à-dire avant l'adoption du projet de loi, prévue pour la mi-juin.

Comme les conventions collec-

tives du SCFP ne viennent pas toutes à échéance en même temps, il est difficile de dire quand pourraient avoir légalement lieu ces journées de grève. Interrogé sur la légalité de ces jours de grève, M. Massé a répliqué : « Nous, on pense à ce qui est légitime. »

Un autre moyen de pression lourd du plan d'action prévoit que les membres du SCFP pourraient bien prendre leurs journées de congé sans solde tous ensemble.

Le Conseil du Trésor menace en effet d'imposer trois jours de congé sans solde à l'ensemble des employés de l'État, afin de récupérer l'équivalent de 1 % de la masse

salariale. Ironiquement, le SCFP propose donc à ses membres de les prendre tous ensemble.

Dans le secteur municipal, où le SCFP représente 55 % des employés syndiqués, la pression sera mise sur les conseils municipaux et les sociétés de transport afin qu'ils se dissocient du projet de loi Johnson.

Parmi les autres moyens de pression, le SCFP va se retirer de tous les comités paritaires qui existent dans les hôpitaux, municipalités et autres établissements, où il est question de qualité totale, d'organisation du travail. Finie la concertation avec l'employeur, s'il impose le gel des salaires.

JEUDI ET VENDREDI JUSQU'À 21 H. SAMEDI JUSQU'À 17 H.



À L'OCCASION DE NOTRE 37^E ANNIVERSAIRE

En plus de valeurs remarquables, bénéficiez de rabais supplémentaires à l'occasion de ces **8 JOURS EXCEPTIONNELS!**

AUCUN PAIEMENT AVANT NOVEMBRE 1993*

*Conditionnel à l'approbation du crédit-Acompte 30%-Intérêt à compter du 12 novembre 1993 sur solde dû.

Participez à notre grand tirage du 22 juin
"GAGNEZ LES MEUBLES DE VOS RÊVES"
VALEUR 10 000 \$

Aucun achat requis, voir détails en magasin

**LA GALERIE
DU MEUBLE**

5 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

■ CONTEMPORAIN:
18, rue Courcellette
Tél.: 681-0171

▲ CLASSIQUE:
1215, boul. Charest O.
Tél.: 681-0171

◆ ROCHE BOBOIS:
9, rue Courcellette
Tél.: 681-4101

● CUIR NO 1:
2960, boul. Laurier
Tél.: 681-0171

■ SOFA DESIGN
10, rue Courcellette
Tél.: 681-2302

HEURES D'OUVERTURE : LUNDI AU MERCREDI 9 H À 17 H 30 • JEUDI ET VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H

Le monde des FONCTIONNAIRES

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Pas si rose au «Club Med»

Il y a une quinzaine de jours, Le Monde des fonctionnaires décrivait l'approche du gouvernement du Québec pour « recaser » fonctionnaires et professionnels mis en disponibilité par les compressions de personnel imposées par le Conseil du Trésor. Le programme Carrefour-Transit, géré par l'Office des ressources humaines, recevait même l'appui du monde syndical.

L'auteur de ces lignes a reçu des appels de lecteurs bien informés qui tenaient à fournir une autre version des faits. Pas celle de l'Office des ressources humaines. Ni celle des syndicats. « Ce n'est pas aussi rose que ça au Club Med (club des Mis En Disponibilité) », jure l'un de ces fonctionnaires placés « en transition de carrière ». Un autre informateur, anonyme celui-là aussi, parle « d'un véritable camp de concentration dans lequel on parque des employés rejetés par leur ministère ».

Selon M. Pierre Cormier, du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, la situation vécue par ces employés est très difficile. Il n'est pas surpris que des gens tiennent à faire savoir que le message « tout est beau Madame La Marquise » détonne. Il faut se mettre à la place des gens mis en disponibilité qui, dans bien des cas, ont accumulé plusieurs années d'ancienneté, dit-il. Ils se sentent rejetés, démunis et même carrément révoltés. « Plusieurs d'entre eux se sont vus montrer le chemin de la porte au moment même où l'on vidait les fonds de tiroir de programmes pour lesquels des sommes d'argent n'avaient pas été dépensées afin de redécorer les bureaux de certains hauts fonctionnaires ».

Voilà pourquoi, conclut M. Cormier, il est bien difficile d'accorder une note au programme Carrefour-Transit qui n'en est qu'à ses balbutiements. Il faut attendre à l'automne, quand les mesures de compression auront été appliquées et que les rangs des employés mis en disponibilité vont croître de façon significative, pour juger de l'efficacité du programme.

« Chose certaine, il y a des fonctionnaires mis en disponibilité qui sont mieux traités aujourd'hui par Carrefour-Transit qu'ils ne l'étaient par leurs anciens employeurs ».

Pour Mme Nicole Charette, vice-présidente à la sélection et à la mobilité à l'Office des ressources humaines, il est normal que ces salariés mis en disponibilité se sentent malheureux. Elle confirme aussi que la situation au Carrefour-Transit de Montréal est plus difficile qu'à Québec. Les débouchés y sont beaucoup plus limités que dans la Vieille Capitale. Elle précise que des efforts sont faits pour rendre leur séjour à Carrefour-Transit le plus enrichissant possible.

Elle juge le programme « plus rose que noir ». Mme Charette signale qu'au dernier relevé de l'Office des ressources humaines, 54 employés de l'État avaient été remplacés et qu'il y en avait encore 80 en attente d'un nouveau poste.

La « face à claques » du front commun

Dans son premier numéro de *Front Commun*, « le plus grand journal syndical de langue française en Amérique », l'alliance syndicale CSN, CEQ, FTQ, SFPQ et SPGQ opposée au projet de loi 102, fait du président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson, sa « face à claques » de service.

Dans ce journal de 12 pages, distribué à plus de 300 000 exemplaires, le *Front commun* se moque du ministre Johnson. Dans les petites annonces, dans la colonne des objets perdus, on peut lire : « Égaré ma dernière once de bon sens. Ne sais ni où ni quand. Demander Daniel au 643-5926 ». Ou encore : « Recherche quelqu'un qui a connu mon père. Pourrait-il m'indiquer comment il s'y prenait pour se faire aimer ? URGENT. Daniel Johnson, fils ».

Plus sérieusement, l'organe du *Front commun* vise à mobiliser les troupes contre l'imposition unilatérale des conditions de travail par le gouvernement à ses quelque 350 000 employés. À partir de cas précis, le journal veut démontrer que les coupures à répétition dans la fonction publique et parapublique ne sont pas que théoriques et qu'il y a des gens, fonctionnaires ou citoyens, qui écopent via les réductions d'effectifs et ses conséquences sur la qualité des services.

Mandat renouvelé

Le gouvernement a annoncé hier que le mandat du recteur de l'Université du Québec à Rimouski, M. Marc-André Dionne, avait été renouvelé jusqu'en juin 1995. Cet ancien vice-président de Marine Industrie et de Bombardier reprend son deuxième mandat à la tête de l'université rimouskoise.

Pour joindre l'auteur de ces lignes ou adresser vos communications :
Tribune de la presse, s/s de Gilbert Leduc, 1050, rue Saint-Augustin,
Bureau 22.2, Québec, G1R 5A4. Tél.: 644-4015 Fax: 647-3451

**Des économies appréciables
à réaliser ce printemps chez
Auto Frank et Michel!**

Passez nous voir et économisez sur vos
inspections Honda!
seulement
1995\$
chacune
taxes en sus
Sur présentation de ce coupon
jusqu'au 30 juin 1993,
épargnez sur inspections
recommandées de 12 000,
36 000, 60 000 ou
84 000 km.

Passez nous voir et économisez sur vos
inspections Honda!
seulement
4995\$
chacune
taxes en sus
Sur présentation de ce coupon
jusqu'au 30 juin 1993,
épargnez sur inspections
recommandées de 24 000,
48 000, 72 000 ou
96 000 km.

C'est pas loin!



Michel Cloutier
copropriétaire



Nili Cloutier
directeur Pièces/Services



AUTO
Frank & Michel
BOISCHATEL



5790, boul. Sainte-Anne, Boischatel
822-2252 ligne directe : 666-4779

En Bref

La SAAQ pourrait recourir aux tribunaux

■ Adieu la relance

La Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy estime que, faute d'imagination, le gouvernement s'en est pris aux contribuables dans son budget. L'exercice ne s'attaque pas au vrai problème, les dépenses gouvernementales, selon son président, M. Claude Jarry. La chambre a identifié une dizaine de mesures qui auraient pu être utilisées pour réduire le déficit, comme la réduction du nombre de ministères et la privatisation de sociétés d'Etat. En choisissant d'augmenter les impôts, le gouvernement vient d'éteindre tout espoir de relance de l'économie, conclut M. Jarry.

■ Un scandale, selon la FNACQ

La Fédération nationale des associations de consommateurs (FNACQ) est scandalisée des mesures contenues dans le budget, qui appauvriront les ménages à faibles revenus qui sont déjà en difficultés. Les gens les plus pauvres souffriront de la non-indexation des programmes APTE et AP-PORT, selon la FNACQ, qui estime que les entreprises auraient pu être mises à contribution pour réduire le déficit.

■ L'Union des artistes dénonce

MONTREAL (PC) — Selon l'Union des artistes, le budget risque de « faire avec les impôts ce qui est arrivé aux taxes sur le tabac », en plus d'encourager le travail au noir. Serge Demers, directeur général de l'UDA, affirmait hier que « nous atteignons le point de rupture où les gens deviennent écoeurés et optent pour l'économie souterraine ». Dans le secteur des arts d'interprétation, régi par l'UDA, « nous observons une recrudescence du travail au noir ». Le syndicat professionnel est d'ailleurs en campagne cette année pour sensibiliser les acteurs de ce secteur économique. « Nous avons une équipe à l'UDA qui ne fait que ça, tenter de faire respecter les règles et juguler la tendance à faire à nos membres des conditions inférieures aux minima », indique M. Demers.

La SAAQ n'écarterait pas hier le recours à des moyens légaux pour empêcher Québec de s'appropriier unilatéralement du milliard de dollars qui garnit sa réserve de stabilisation et qu'elle s'était engagée à remettre aux automobilistes au cours des dix prochaines années.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Rarement a-t-on vu une société d'Etat provoquer un tel tollé à la suite d'une décision gouvernementale. « Rarement a-t-on vu une telle ponction d'un milliard de dollars », répond du tac au tac le vice-président du conseil d'administration de la SAAQ, M. Michel Demers.

Dans un communiqué de presse diffusé quelques heures à peine après la présentation du discours du budget, la SAAQ n'y va pas par quatre chemins pour faire comprendre au gouvernement qu'elle allait s'opposer « formellement et énergiquement » à cette appropriation et qu'il était « non seulement indécent, mais carrément immoral » de puiser à nouveau dans les montants appartenant aux assurés pour contribuer au re-

Sus aux taxes

MONTREAL (PC) — Les dirigeants de l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADA) n'ont pas l'intention d'accepter sans mot dire l'inaction du gouvernement du Québec et du Canada qui, dans leur dernier budget respectif, ont maintenu les taxes sur les produits du tabac.

Il reste au directeur général de l'ADA, Michel Gadbois, à mener une consultation avant de déclencher des moyens visant à faire pression sur les gouvernements pour les forcer à baisser les taxes.

Les détaillants en alimentation prévoient que le ministre des Finances Gérard D. Levesque annoncerait dans son budget une baisse de taxes sur les produits du tabac, qui serait entrée en vigueur en même temps que la réciprocité fédérale.

dressement des finances publiques.

Selon M. Pierre Théberge, directeur des communications à la SAAQ, des indices laissent entrevoir ces derniers jours que le ministre des Finances mourait

d'envie devant les surplus de la SAAQ. La confirmation est venue, jeudi soir, à 20 h. Le conseil d'administration s'est immédiatement réuni pour prendre une décision ferme : tous les moyens mis à la disposition de la SAAQ seront envisagés pour se dresser contre la décision gouvernementale.

Selon les informations recueillies par LE SOLEIL, la décision du conseil d'administration aurait fait l'unanimité parmi les neuf des 11

membres présents à la réunion. Le président du conseil d'administration est M. Jean-Marc Bard, un libéral notoire et ancien sous-ministre de Marc-Yvan Côté au ministère des Transports. Parmi les administrateurs, on retrouve le maire de Beauport, M. Jacques Langlois, l'ancien recteur de l'université Laval, M. Larwin Kerwin, et le président du conseil et chef de direction du Groupe Desgagnés, M. Louis-Marie Beaulieu.



Pierre THÉBERGE

Jean Garon accuse la société d'Etat d'avoir couru au-devant des coups

QUÉBEC — Alors que la Société de l'assurance automobile du Québec cloue au pilori le gouvernement du Québec pour sa ponction unilatérale d'un milliard de dollars dans sa réserve de stabilisation, le député péquiste de Lévis, M. Jean Garon, accuse la SAAQ d'être aussi coupable que le ministre des Finances en ne protégeant pas la caisse des assurés.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

« Aujourd'hui, le conseil d'administration de la SAAQ déchire sa chemise en qualifiant le geste du ministre des Finances d'indécent et d'immoral ; mais s'il veut être pris au sérieux, il n'a qu'une action à entreprendre : refuser de payer, rembourser immédiate-

ment le milliard et prendre l'initiative de poursuivre le gouvernement, au nom de l'ensemble des assurés, pour obtenir le remboursement des deux milliards déjà si-phonnés ou en train de l'être », a dit M. Garon.

S'il partage la colère des administrateurs de la SAAQ, le critique du Parti québécois en matière de transport s'interroge encore sur la

volonté réelle de la société d'Etat d'affronter le gouvernement et de protéger les intérêts des assurés. Il dit craindre que la SAAQ ne montre les crocs que pour épater la galerie et qu'elle « s'écrasera » éventuellement.

Selon M. Garon, la SAAQ a littéralement couru au-devant des coups en annonçant qu'elle rembourserait, au cours des dix prochaines années, le milliard de dollars perçus en trop.

Le Club automobile du Québec, qui regroupe pas moins de 625 000 automobilistes à travers la province, est « très heureux » de la réaction musclée du conseil d'administration de la SAAQ. Selon le vice-président aux commu-

nications de l'organisme, M. Claude Pinault, la population se fait littéralement « remplir » par le discours gouvernemental voulant qu'en puisant dans la réserve de stabilisation on évitera des hausses de primes aux assurés. « C'est à en perdre son latin », commente-t-il.

« La raison d'être de la SAAQ c'est de bien gérer le portefeuille d'assurance automobile des Québécois et non pas d'accumuler de l'argent pour le gouvernement. Et s'il y a des surplus, c'est de le redistribuer à ses assurés. »

Par ailleurs, le Club automobile n'entend pas recourir aux tribunaux pour défendre les droits de ses membres.

VAINCRE LA PEUR DU DENTISTE

Le lundi 31 mai à 19 h
PRÉSENTÉ PAR
Chantale Bédard (psychologue)
Réal Paquin (chirurgien dentiste)

- Séance d'information (GRATUITE)
- Nombre d'inscriptions limité (25 personnes)
- Lieu de la présentation : L'Ancienne-Lorette

Pour information, communiquer avec Johanne au 872-5225

THÉRAPIE DE CHELATION PAR MÉDECIN

Tel que pratiqué aux États-Unis pour traitement de maladies dégénératives chroniques (artériosclérose, angine, insuffisance artérielle et autres maladies).

Services non assurés par la RAMQ

(418) 659-8736

MYOPIE

Contrôle, arrêt et réduction (sans chirurgie)

Dr Claude Desmarteau, o.d.
Optométriste

EXAMEN DE LA VUE, VERRES DE CONTACT

1040, avenue Belvédère, bureau 311
Sillery
683-3469

UN CONSEIL...

Pour évaluer avec justesse vos chances de succès dans un procès éventuel, quel qu'il soit, ne faites rien sans consulter...

LES AVOCATS Guy Bertrand et associés

Québec
524-5898

La justice à juste prix.

VOTRE JARDINIER CONSEIL

Killex

GREEN CROSS

DESTRUCTEUR DE MAUVAISES HERBES
détruit plus de 50 variétés de mauvaises herbes dont le pissenlit et le plantain
799\$

RÉPULSIF
• pour chats et chiens
• prêt-à-l'emploi et facile à utiliser
999\$
473 ml

APPLICATEUR
d'engrais liquide et de produits anti-parasitaires
• réglage facile à l'aide d'un cadran
SPÉCIAL 1187\$

Les prix sont en vigueur jusqu'au 24 mai 1993 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

centre jardin HAMEL
Votre jardinier-conseil

ANCIENNE-LORETTE 6029, boul. Hamel
BEAUPORT 1350, boul. des Chutes
CHARLESBOURG 1169, 80^e Rue Est
LEVIS 4800, boul. de la Rive-Sud
SAINTE-FOY Halles de Sainte-Foy

Clinique d'ophtalmologie Dr J.R. Clément m.d.

Verres de contact

Maintenant relocalisée à l'intérieur de Place de la Cité
Nouvelle adresse : 2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

GRADUATION MODE, CONFORT
COMPLET
STYLE DÉCONTRACTÉ

COMPLET SPENCER
• Modèle court à la taille
• Couleurs sobres
• Grandeur 36 à 46

"IMBATTABLE"
A partir de
99.95\$

COMPLET MODE
• Modèle veston coupe ample, pantalons à pinces
• Couleurs variées
• Grandeur 36 à 46

G.H. ECHÈNE & FILS INC.

- 4080, boul. Sainte-Anne Montmorency, près des Chutes
- Galeries de la Capitale, près de la Baie, 2^e étage
- Place Fleur de Lys, Pres de Laura Secord
- Promenade Drummondville à l'entrée de Sears
- Galeries de la Canardière Québec
- Place Laurier, Mail sud-ouest, 2^e niveau, près de La Baie

Nouveau Brunswick
Chez nous, c'est chez vous.

Le Village Historique Acadien

Cet été, on vous attend du côté du Nouveau-Brunswick et tout particulièrement à Caraquet, où vous pourrez visiter le Village Historique Acadien : une merveille qui recrée la vie d'un village acadien d'il y a environ 150 ans!

Venez-vous-en vite! Avec son monde chaleureux, ses quais pittoresques et ses nombreuses plages sablonneuses aux eaux salées parmi les plus chaudes au nord de la Floride, c'est tout le Nouveau-Brunswick qui vous accueille!

Pour obtenir gratuitement votre Guide d'activités de vacances qui vous propose plus de 65 forfaits-vacances, appelez-nous sans frais et demandez le poste 27.

Quoi de neuf?
1-800-561-0123
Nouveau-Brunswick

Le ministère explique ses chiffres

QUÉBEC (PC) — Un tableau décrivant l'impact des mesures budgétaires sur le fardeau fiscal de certains ménages types publié dans le document rendu public jeudi par le ministre des Finances Gérard D. Lévesque démontre qu'un couple sans enfants gagnant 25 000 \$ paiera 275 \$ de plus en impôt au cours du prochain exercice, alors que celui ayant un revenu de 40 000 \$ devra déboursier 257 \$.

cela était dû au calcul des différents programmes dont jouissent les ménages à faible revenu non disponibles pour ceux gagnant 40 000 \$.

Appelé à fournir plus d'explica-

tions, hier, le ministère a confirmé l'exactitude des chiffres contenus dans ce tableau et précisé que les écarts favorisant davantage les 40 000 \$ étaient dus aux modifications apportées au programme de

remboursement d'impôt foncier (RIF).

L'explication a été fournie par le directeur du cabinet du ministre M. Francis Nadeau.

« Les familles à plus bas revenus recevaient une double compensation que les 40 000 \$ n'avaient pas, a précisé M. Nadeau, et le fait de retirer cet avantage explique cette impression que les mieux nantis semblent moins touchés par les mesures fiscales. »

Actuellement, les taxes foncières incluses dans les besoins essentiels reconnus dans le programme RIF sont de 430 \$ par adulte.

Afin d'éviter de compenser doublement une partie des taxes

REVENUS **SURTAXE**

- 5% sur l'impôt à payer dépassant 5000 \$
- 10% sur l'impôt à payer dépassant 10 000 \$

* impact de l'ensemble des mesures excluant la non indexation des crédits d'impôts personnels

Impact sur le fardeau fiscal *

Revenu	10 000\$	25 000\$	40 000\$	60 000\$	100 000\$
Couple avec 2 enfants	90\$	142\$	268\$	273\$	1392\$
Monoparentale (1 enfant)	26\$	63\$	239\$	470\$	1388\$
Couple sans enfants	120\$	275\$	257\$	529\$	1489\$
Célibataire de 65 ans et +	70\$	106\$	114\$	342\$	1302\$
Célibataire de moins de 65 ans	165\$	349\$	306\$	626\$	1586\$

foncières déjà incluses dans les besoins essentiels reconnus, la déduction de 290 \$ par adulte est portée à 430 \$ à compter de l'année d'imposition 1993.

De façon générale, le remboursement d'impôts fonciers est égal à 40 % des taxes foncières admissibles jusqu'à un maximum de 514 \$.

Ce crédit est par la suite réduit en fonction du revenu net du ménage.

Les taxes foncières admissibles représentent les impôts municipaux et scolaires attribuables au logement, desquels est soustraite une partie des taxes comprise dans les besoins essentiels reconnus.

■ Très austère selon la CCIQM

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, M. Gaëtan Gagné, a qualifié de très austère ce budget qui entrave la relance économique et lui fait craindre des réactions sociales fortes quand les talons de paye seront ajustés selon les nouvelles tables d'imposition. Il s'inquiète en outre d'un possible exode des professionnels. Il ne croit surtout pas à la disparition du déficit dans cinq ans compte tenu de l'attitude du gouvernement.

■ Feu vert au travail au noir

L'Association de la construction du Québec estime que l'augmentation d'impôts annoncée hier freinera l'accès à la propriété et favorisera le travail au noir. L'ACQ a estimé à 800 millions \$ par année le travail au noir dans l'industrie de la construction. L'association déplore l'absence de mesure fiscales qui rendraient le travail légal rentable pour toutes les parties.

Lorsque cette situation a été portée à l'attention d'un haut fonctionnaire du ministère des Finances jeudi, il s'est empressé d'indiquer qu'il ne s'agissait aucunement d'une erreur mais que

LES VRAIS PRIX

HYUNDAI
On évolue à votre avantage.

Excel
1993



7295 \$*

STE-FOY
BYD HYUNDAI
654-9292

2650, Dalton
parc Colbert, Sainte-Foy

Assistance routière 24 heures

* Transport et préparation en sus

5 ans 100 000 km

FÉLICITATIONS

TIRAGE DU 14 MAI
MME MONIQUE GRAVEL
DE PONT-ROUGE

Le Soleil vous amène à

PARIS

(IL SUFFIT D'ÊTRE ABONNÉ)

40 personnes s'envoleront vers Paris

Être abonné, c'est tout ce qui compte!

Vous aussi pouvez gagner en étant abonné au Soleil (abonnements 6 et 7 jours). Tirages entre le 30 avril et le 14 juin 1993, sous la supervision de Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne.



Abonnez-vous!
647-3333 • 1 800 463-2362

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

P
R
O
L
O
N
G
A
T
I
O
N

SPÉCIAL DU SALON DE L'HABITATION PROLONGÉ

LE PROGRAMME

télé

GARDE

DE PROTECTRON

RABAIS

50%

Sur les frais lors de l'installation d'un vrai système de sécurité résidentiel (199.00 \$ au lieu de 399.00 \$)

GAGNANT DU «SÉCURITAS 92» — Catégorie Grande Entreprise

Appelez nos agents dès maintenant!



Protectron inc.
Systèmes de sécurité — Division résidentielle

Note: Les acheteurs avisés lisent les petits caractères. Protectron installe uniquement de vrais systèmes de sécurité résidentiels anti-intrusion ou incendie de qualité afin d'avoir le maximum de dissuasion, de protection et d'éliminer les fausses alarmes. Tous nos systèmes, sans exception sont reliés à nos propres centraux de surveillance homologués U.L.C.

Cette prolongation se termine le 31 mai 1993

Montréal : (514) 323-5000 / Québec : (418) 683-9472 / Chicoutimi : (418) 543-4568 / Jonquière : (418) 542-4568

Rien pour la relance de l'économie, selon Parizeau Québec a choisi la solution du «désespoir»

MONTREAL (d'après PC) — Le budget déposé jeudi par le ministre des Finances, Gérard D. Levesque en est un «de résignation et d'abandon», de l'avis du chef de l'opposition à l'Assemblée nationale, Jacques Parizeau.

En conférence de presse hier à Montréal, le chef péquiste a dit estimer que le gouvernement du Québec, en cette «minute de vérité», s'est tourné vers la solution du «désespoir» en optant pour une hausse des impôts. Ce budget «du renoncement», déplore-t-il, ne présente aucun

moyen concret de relancer l'économie québécoise.

M. Parizeau s'est par ailleurs moqué des prétentions du ministre des Finances voulant que ce budget conservateur de lutte au déficit ait été rendu nécessaire pour rassurer les milieux finan-

ciers, particulièrement les agences de cotation de crédit.

Dans l'esprit de Jacques Parizeau, il s'agit-là d'une «supercherie» puisque les agences de crédit, comme Standard and Poor's et Moody's, soumettent, ne fondent pas leur évaluation uniquement sur l'importance du déficit.

Le chef péquiste explique que ces firmes de cotation prennent aussi en compte dans leur évaluation la capacité pour les gouvernements d'avoir des revenus.

Or, M. Parizeau souligne à cet égard que le gouvernement ne fait strictement rien pour récupérer d'importantes sommes de l'économie au noir, notamment dans le domaine de la construction.

Le chef de l'opposition croit que le gouvernement devrait notamment s'attaquer au travail au noir dans la construction en resserrant la surveillance des chantiers.

Limites au Fonds de solidarité L'État se tire dans le pied, croit Laberge

MONTREAL (d'après PC) — Le syndicaliste Louis Laberge estime que le gouvernement Bourassa se tire dans le pied en limitant les participations que peut recevoir le Fonds de solidarité FTQ.

«En créant et préservant des milliers d'emplois, nous aidons des gens qui paient des taxes et impôts et ne dépendent pas de l'aide sociale», plaide hier M. Laberge, président du conseil d'administration du fonds.

La veille, le budget Levesque avait imposé un plafond de 75 millions \$ à ce que peut recueillir en une année le Fonds de solidarité; or l'an dernier, il a amassé pour 186 millions \$ de participations. Celles-ci donnent lieu à des crédits d'impôt.

Loin d'être «une dépense fiscale, raisonnablement qui découle d'une mauvaise prémisses», si-

gnale M. Laberge, «le Fonds est excellent pour les revenus de l'État».



LOUIS LABERGE

COURS DE TAROT

avec Claude Lebasnier

SESSION D'ÉTÉ À QUÉBEC

du 12 au 16 juillet 93

Consultation et information: 527-4847

Conférence-démonstration gratuite: mardi 22 juin 93 à 19h30

ATTENTION!
GENS D'AFFAIRES DE TOUTES RÉGIONS DU QUÉBEC

Essayez l'étampe qui n'a jamais besoin de tampon encreur

CLAIRES - NETTES - PRÉCISES SANS TAMPON ENCREUR

LA SUPER PRÉ-ENCRÉE STAMP-EVER

ESTAMPES-RAY inc. 1985, av. Mauffils, Québec G1J 4J7 (418) 667-1626 Télécopieur: (418) 667-5101

SUZUKI SWIFT

1993 - 3 portes
Achat sur 60 mois
Aucun comptant

175⁷⁵* par mois

INCLUS TAXES, TRANSPORT ET PRÉPARATION

ACADIA SUZUKI
4480, 1^{re} Avenue, Charlesbourg 623-9861

Modèle GA
* Prix de vente de 7495\$, intérêt sur 60 mois de 2,968,78\$ pour une obligation totale de 12259,80\$. coût de crédit de 5% sur 12 mois et de 11,5% sur 48 mois, 204,33\$.

MARBRE ET GRANITE SUR MESURE

Comptoir de cuisine ou de vanité de salle de bains en marbre ou en granit matériel À PARTIR DE **50\$** le pi lin

Table de salle à manger en granit 36 x 66 DISPONIBLE EN 10 COULEURS **995\$**

Recouvrement de foyer en marbre ou en granit À PARTIR DE **295\$**

MARBRE GRANITE INTERNATIONAL
Importateur-distributeur
1385, de la Pointe-aux-Lièvres (Dorchester Nord), Québec
Télécopieur: 648-0997 648-1754

Fondation AFDU Québec
Fondation de l'Association des Femmes Diplômées des Universités

CONFÉRENCE

Me Paule Gauthier
Associée de la Société d'avocats Desjardins Ducharme Stein, Monast

Présidente nationale de l'Association du Barreau canadien

THÈME: Remises des bourses de la Fondation AFDU Québec sous la présidence d'honneur de Maître Paule Gauthier.

COÛT: 55\$ par personne
LIEU: Château Frontenac, Salle Petit Frontenac (inscription)

DATE: 27 mai 1993
INSCRIPTION: De 17h30 à 18h30
RÉSERVATION: Lisa Bergeron 524-5151
Guyliane Guay 622-1165

UNE PAR CLIENT

Une commande spéciale et exclusive nous permet de vous offrir un choix d'Asuna à prix imbattable. Toutes bien équipées avec 4 portes, transmission automatique, direction et freins assistés, climatiseur, radio AM/FM/cassette, chauffe-moteur et plus encore...

9995\$ 15 unités disponibles

Rabais GM et préparation inclus. Transport et taxes en sus.

giguère
PONTIAC BUICK CADILLAC CAMIONS GMC

375, boul. Hamel, face à Place fleur de Lys 529-6551

FRÉDÉRIC-ANDRÉ HURTEAU

Maître en Psychologie Transpersonnelle

conférence MAGAZINE LUMIÈRE

Comment profiter de l'été pour alimenter son épanouissement physique, émotif, mental et spirituel!

LÂCHER PRISE ET SAVOURER SON ÉTÉ

Date: Mercredi 26 mai, 19h30
Lieu: Hôtel Plaza Universel, Salle Plaza 1, 3031, boul. Laurier, Sainte-Foy
Coût: 135\$ avec carte de membre 155\$ sans carte de membre (taxes incl.)

Réservation: 652-7374

Dernière conférence avant l'été

RÉALISEZ votre RÊVE

Confiez-nous l'aménagement paysager de votre résidence

NOS SERVICES:

- PLAN
- CROQUIS
- CONSULTATION
- PAVÉ IMBRIQUÉ
- PERGOLA
- SYSTÈME D'IRRIGATION
- SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE
- PLANTATION
- BASSIN D'EAU

Le résultat: un travail personnalisé et réalisé au meilleur rapport qualité-prix, GARANTI par l'expérience du Centre jardin Hamel.

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE CERTIFIÉ

centre jardin HAMEL
Votre jardinier-conseil

1169, 80^e Rue Est, Charlesbourg
623-1963



M. Joe CLARK

Clark nommé émissaire de Boutros-Ghali

OTTAWA (d'après PC, Reuter) — Le ministre des Affaires constitutionnelles, Joe Clark, a été désigné émissaire du secrétaire général de l'ONU à Chypre, a annoncé hier un porte-parole des Nations unies.

M. Clark entre en fonction immédiatement, mais il demeurera au cabinet jusqu'au départ du premier ministre Brian Mulroney le 13 juin parce qu'il s'agit d'un emploi à temps partiel.

Âgé de 54 ans, il remplace l'Ar-

gentin Oscar Camilion, qui a regagné son pays il y a quelques semaines pour prendre le portefeuille de la Défense.

« Je pense qu'il est préférable pour moi de rester en poste au ministère afin d'éviter d'autres changements au sein du gouver-

nement pour les cinq prochaines semaines », a déclaré M. Clark à Winnipeg.

Il a aussi indiqué qu'il n'acceptera aucun salaire, à l'exception du remboursement de ses dépenses, tant qu'il sera ministre parce que les membres du cabinet ne peuvent être rémunérés que par le gouvernement.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, M. Clark sera amené à aller à Chypre, en Grèce et en

Turquie.

M. Clark présidera dès lundi aux Nations unies à New York des pourparlers entre le président chypriote Glafcos Clerides et le leader de la minorité turque, Rauf Denktaş.

Il y a quelques mois, M. Mulroney a proposé à l'ONU la candidature de M. Clark pour des postes dans le domaine international. Le secrétaire général l'a contacté il y a deux semaines, a poursuivi M.

Clark.

En mars, le président Clerides avait déclaré que M. Boutros-Ghali prévoyait nommer une personne réputée afin d'aider les négociations en vue de la réunification de l'île sous un système fédéral.

Dans les faits, Chypre est divisée depuis 1974. Les troupes turques ont alors occupé le nord de l'île, après le coup d'Etat de Nicosie machiné par la junte militaire alors au pouvoir en Grèce.

Toutefois, la rupture entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs remonte à 1963, à la suite de l'éclatement de l'administration conjointe établie trois ans plus tôt, lorsque l'île a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne.

Le Canada participe aux efforts de paix des casques bleus à Chypre depuis la création du contingent, en 1964. Quelque 500 soldats canadiens sont présentement en poste dans l'île.

Les pourparlers de la semaine prochaine aux Nations unies constituent la plus récente ronde de négociations basées sur les propositions de l'ONU, qui concernent l'établissement d'un gouvernement fédéral, avec des provinces séparées pour les deux communautés.



Nouvel ambassadeur américain

L'ex-gouverneur du Michigan James Blanchard sera le prochain ambassadeur des États-Unis au Canada. Le Canada en a été avisé il y a une semaine, mais la Maison-Blanche ne l'a pas encore officiellement annoncé. Il remplace M. Peter Teeley. M. Blanchard, un démocrate de 50 ans, a gouverné l'État du Michigan pendant huit ans après avoir été membre du Congrès. Il a été défait en 1990 par un républicain. Comme il est originaire d'un État frontalier, on pense qu'il sera familier avec plusieurs questions bilatérales.



« Êtes-vous prévoyant? »

Photographie: horloge solaire du Parc commémoratif La Souvenance.



Dans l'éventualité d'un décès :

- Où trouver du soutien psychologique?
- Qu'arrive-t-il lorsqu'il n'y a pas de testament?
- Quelles sont les procédures de rapatriement lors d'un décès à l'étranger?
- Qu'advient-il des cartes de crédit?
- Quels sont les avantages d'un parc commémoratif?
- Quel est le coût des services funéraires?
- Est-ce qu'un préarrangement peut aider à réduire les coûts et à prévenir les tracas et soucis entourant un décès?

Le Dossier Prévoyance

C'est pour répondre à toutes vos questions que nous avons conçu le Dossier Prévoyance. Pour l'obtenir gratuitement et pour en savoir plus sur le préarrangement, complétez le coupon ci-dessous et retournez-le à **Lépine Cloutier**, C.P. 1343, Québec (Québec) G1K 3P9. Vous pouvez également communiquer avec nous au 529-3371.

Oui, je souhaite recevoir le Dossier Prévoyance et avoir plus d'informations sur le préarrangement.

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____ TÉL.: _____

CODE POSTAL: _____

Lépine Cloutier
LE RESPECT DU DÉTAIL

JARDIN

Tutti Frutti

TABLE DE BALCON
modèle # 2400
60 cm ou 24" diamètre
résine blanche avec trou pour parasol
Cour. : 39.95\$
29.95\$

Service de livraison disponible
OUVERT LE DIMANCHE

zip
INTERNATIONAL

Québec 442, rue de la Rivière
Montréal 125, rue de la Rivière
(418) 871 22 21 (418) 835 1573

L'élève qui travaille le fait par plaisir et par obligation

QUÉBEC — Si, parmi les 50 % des élèves du secondaire qui ont un travail rémunéré en plus de leurs études certains le font par obligation, beaucoup d'autres, par contre, le font par plaisir, parce qu'ils n'aiment pas l'école ou qu'ils trouvent l'école pas assez exigeante et même démotivante.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

Les jeunes qui participaient, cette semaine, au colloque « Jeunes, travail et études: un nouveau phénomène social? », au Musée de la civilisation, avaient beaucoup à dire sur le sujet et étaient heureux d'avoir l'occasion de s'exprimer.

Le phénomène connaît une telle ampleur depuis quelques années qu'il a déjà fait l'objet d'avis de la part de trois organismes consultatifs, le Conseil supérieur de l'éducation, le Conseil de la famille et le Conseil permanent de la jeunesse.

Les élèves du secondaire ne voient que des avantages à occuper un travail rémunéré à temps partiel de jour ou en soirée, de moins de 15 heures par semaine et en dehors de l'horaire scolaire.

« Ça nous apprend à gérer

notre temps, à nous rendre plus responsables et autonomes », d'affirmer Gabrielle Tousignant et Charles-Alexandre Poulin, deux élèves de l'école secondaire Joseph-François-Perrault, à Québec. « Je travaille pour payer mes vêtements, mes loisirs et parce que j'aime ça. Il n'y a pas d'effets négatifs sur mes résultats scolaires », ajoute Gabrielle.

Le phénomène semble donc préoccuper beaucoup plus les adultes que les jeunes. Le titre des avis du Conseil supérieur de l'éducation: « Le travail rémunéré des jeunes: vigilance et accompagnement éducatif » et du Conseil de la famille: « Le travail des adolescents: une responsabilité parentale et collective » sont un bon exemple de cette préoccupation.

Les adultes parlent d'encadrement et de protection législative, alors que les jeunes parlent d'autonomie et de liberté.

Cégeps: la hausse du nombre de cadres est plus fulgurante que celle des élèves

QUÉBEC — La clientèle étudiante des cégeps connaît une hausse fulgurante depuis quelques années, le nombre de cadres administratifs et les fonctions de contrôle également, mais les services de soutien et d'encadrement offerts par des professionnels aux élèves diminuent de façon dramatique.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

C'est le constat fait, plus tôt cette semaine, par la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec, Mme Lorraine Pagé. Elle trouve que la réalité contredit le beau discours de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Mme Lucienne Robillard, qui s'apprête à implanter une réforme de l'enseignement collégial prévoyant un meilleur encadrement, tout en coupant 20 millions \$ dans le réseau des cégeps.

Et Mme Pagé avait des chiffres pour appuyer ses affirmations concernant les trois cégeps de l'agglomération de Québec. Ainsi

au cégep de Sainte-Foy, de 1980 à 1992, le nombre d'élèves a augmenté de 41 % (de 4163 à 5887). Au cours de la même période, le nombre de cadres et de gérants a augmenté de 82 % (de 17 à 31), tandis que le nombre de professionnels réguliers diminuait de 18 % (de 25 à 20,5).

Au cégep de Limoilou, durant la même période, la population étudiante a augmenté de 32 % (de 5151 à 6800), le nombre de cadres et de gérants, de 79 % (de 19 à 34), et le nombre de professionnels réguliers, de 23 % (de 30 à 37).

Enfin, au cégep François-Xavier-Garneau, au cours de ces 10 ans, la clientèle étudiante a connu

une augmentation de 66 % (de 2950 à 4909), le nombre de cadres et de gérants a doublé (de 12 à 24), et le nombre de professionnels réguliers augmentait de 20 % seulement (de 20 à 26).

« Comment un seul conseiller en orientation peut-il aider efficacement 3000 jeunes? Peut-on parler réellement d'aide pédagogique lorsqu'une même personne doit rencontrer entre 1200 et 1500 élèves au cours d'une même année? », s'est demandé la présidente de la CEQ.

Augmenter les services

La Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec fait également les mêmes constatations. Dans une lettre récemment envoyée à la ministre Robillard, l'organisme fait valoir qu'actuellement seulement 15 % des étudiants des programmes régu-

liers ont accès à des services individuels d'orientation.

« Il y a en moyenne un conseiller d'orientation pour 2000 élèves dans les cégeps alors qu'il en faudrait le double. Il faudrait aussi offrir des services à la clientèle adulte qui ne dispose que d'un conseiller en orientation pour 8750 étudiants », estime la corporation.

Selon elle, une répartition budgétaire affectant des montants spécifiquement réservés à des services individuels d'orientation devrait être prévue dans chaque cégep.

Enfin, l'organisme rappelle à Mme Robillard que les 44 000 élèves qui ont abandonné leurs études collégiales en 1990-1991 l'ont fait également pour des motifs liés à l'absence d'objectif professionnel et à la faible motivation aux études qui en découle.

ENSEMBLE SALLE À MANGER
naturel ou blanchi
SPECIAL verre 10 mm
799\$ TPS incluse

2000
LA MAISON DU ROTIN

740, BOUL. CHAREST EST (PLACE CARTIER) QUÉBEC 647-1997

LE PREMIER CONCESSIONNAIRE HYUNDAI À QUÉBEC

ELANTRA 1993
MANUELLE 5 VITESSES
9,995\$

HYUNDAI
On évolue à votre avantage

Photo à titre indicatif
Transport, préparation et taxes en sus
Cette offre est d'une durée limitée

M. LESSARD Ltée
659, Boul. St-Joseph
Québec
418-623-5471

Le seul concessionnaire Hyundai de la région dont les ateliers sont recommandés par le Club Automobile

BIENTÔT 50 ANS AU SERVICE DES AUTOMOBILISTES

L'AUVENT distinctif...

Passez nous voir dès maintenant... pour profiter de l'été!

Service gratuit d'estimation à domicile

CBI inc.
837-8863
Les vrais experts depuis 25 ans!
CBI inc., 21, Montcalm, Lévis, C.P. 3250 G6V 6P5

Présent au cœur de Québec
355, av. Marais
Ville de Vanier - 683-1958
Ouvert: en semaine de 8h à 17h
samedi de 9h à 16h

SE FAIRE VOIR!

FORFAIT "Lunettes"

Grande sélection parmi nos collections de montures mode identifiées à cette promotion

- Monture et lentilles simple vision. Rég.: 232 \$ **159\$**
- Monture et lentilles double vision. Rég.: 278 \$ **192\$**
- Monture et lentilles progressives. Rég.: 332 \$ **234\$**

Des montures et des lentilles exécutées avec des matériaux résistants et de première qualité

À l'achat d'une paire de lunettes complète sur prescription pour le soleil, obtenez sans frais la teinte et le traitement U.V. 400 **GRATUIT** (une valeur de 44\$) Jusqu'au 31 juillet 93

Les professionnels **Centre vision** de l'optométrie

Place Sainte-Foy 653-4057 Saint-Romuald 839-0617 Galeries Châteaubourg 626-7519 Galeries Chagnon 837-4563 Place Charny 832-0104

Poliquin Sportif fête ses nouveaux locaux et sa nouvelle formule

VENTE PREMIER ANNIVERSAIRE

DES RABAIS À TOUT CASSER... JUSQU'À DIMANCHE 17h.

UN MOIS AVANT LES VACANCES, PROFITEZ-EN!

VÉLOS POLIQUIN

Tous les vélos Poliquin dont plusieurs sont mentionnés comme meilleur achat au Canada sont en spécial à l'occasion de notre vente 1er anniversaire!

Quelques exemples incroyables:

Randonnée (Hybride ou Touring) Composantes Shimano Deore LX Reg.: 650\$ 499\$	Centaure (Montagne) Composantes Shimano Deore DX Rapid Fire plus, cadre 100% CR-MO surdimensionné et ovalisé, fourche en aluminium Reg.: 1150\$ 799\$
--	---

POUR LES MORDUS DE DÉCENTE EN VÉLO DE MONTAGNE: Lot de vélos ALPINESTAR en aluminium à sacrifier au prix coûtant.

Raleigh Gator pour femmes, 15 vitesses reg.: 200\$ 159\$	Raleigh Legend 21 vitesses, Rapid Fire, Shimano C-10, 3 tubes CR-MO reg.: 400\$ 329\$	Raleigh New Deore LX avec fourche à suspension SR Duotrack reg.: 860\$ 689\$	Raleigh Deore LX cadre en CR-MO reg.: 650\$ 499\$
---	--	---	--

VÉLOS HYBRIDES

Raleigh Montage cadre 21", 23", Shimano 200 GS reg.: 350\$ 199\$	Minelli Promenade 18 vitesses, Rapid Fire Shimano C-20, 3 tubes CR-MO reg.: 330\$ 289\$	Raleigh Sprite 18 vitesses, sis, Shimano TY-20 reg.: 300\$ 259\$
---	--	---

LES ACCESSOIRES

Cyclo ordinateur CAT-EYE, Mity 28"	Casque Poliquin (Valeur de 40\$) SPECIAL FAMILIAL
Cornes de type ONZA en CR-MO 9"	33\$ pour un
Cornes en alliage léger soudées au TIG 30"	29\$ ch. à l'achat de deux
Selle AVOCET GEL pour hommes et femmes REG. 40"	27\$ ch. à l'achat de trois
Couvre selle CONFORT PLUS Fabrique au Québec. 15"	25\$ ch. à l'achat de 4 et +
Pédales automatique (Clipless) Shimano PD-M525 99"	NOUVEAU Bidons Louis Garneau au design innovateur. Prix lancement 3\$
Chaussures Shimano, pour pédales Shimano MO30 49"	Mini pompe BLACKBURN Double action testée à 140 LV/PO2. 24\$

POUR L'AUTO

Porte-vélo THULE # 566 (MODELE 1992) 64"
Porte-charge THULE (pour auto à goulières) 69"
Porte-vélo THULE # 970 (Pour l'arrière de l'auto) 99"
Boîtes de transport pour le toit à prix imbattables sur place.

ET DE NOMBREUX AUTRES VÉLOS ET ACCESSOIRES À PRIX RÉDUIT

Le Géant du vélo **POLIQUIN** sportif inc

Nouvelles heures d'ouverture
Lun-merc. 9h00-17h30
Jeu-vend 9h00-21h00
Sam-dim. 9h00-17h00

Maintenant au 909 Pierre-Bertrand, Vanier **681-8356**

LE MONDE



Prise d'otage

Une femme armée d'un couteau de boucher, qui voulait perpétrer un vol à main armée, a pris en otage, hier, une employée d'un supermarché de Renton, dans l'État de Washington. L'otage a réussi à s'enfuir et des policiers se sont alors emparés de la femme. Des centaines de personnes ont vu la fin dramatique de cette prise d'otages.

Koresh aurait été tué par son adjoint

HOUSTON, TEXAS (AFP, AP) — Les experts en balistique pensent que David Koresh, le chef de la secte des Davidiens qui s'étaient retranchés près de Waco, au Texas, a été tué par son lieutenant Steve Schneider d'une balle dans la tête, lorsque leur ferme-forteresse était détruite par les flammes, selon le Houston Chronicle.

Mais rien n'indique si Schneider, qui se serait suicidé aussitôt après, a agi à la demande de Koresh, a précisé le journal jeudi, en citant des sources non identifiées.

Les deux hommes se trouvaient dans la salle des communications, au centre de la ferme, lors de l'incendie et Schneider, un ancien professeur de théologie âgé

de 48 ans, aurait posé le canon au milieu du front de Koresh et appuyé sur la détente. Il se serait ensuite tué d'une balle, avec le canon de la même arme posé sous son menton.

Le nombre exact des membres de la secte morts dans le ranch après 51 jours de siège est toujours incertain mais les enquêteurs l'ont estimé la semaine dernière à 78.

Clinton veut que les frais des avortements soient remboursés

WASHINGTON (AFP) — Le nouveau système de remboursement des dépenses de santé actuellement en préparation, couvrira les frais médicaux de certains avortements, a indiqué le président américain Bill Clinton.

Mais cette proposition risque de rencontrer l'opposition du Congrès et « nous nous battons » pour défendre cet élément du programme, a précisé Clinton, jeudi soir sur la chaîne MTV.

« Ma position est que les soins

qui sont traditionnellement couverts par les assurances privées devraient être couverts par le programme », a-t-il dit. La version finale du projet de réforme du système de santé, que prépare l'épouse du président, Hillary, devrait être présentée à Clinton à la fin du mois.

CHAISES PIVOTANTES NATURELLES
styles variés
SPÉCIAL à partir de **299\$**
TPS incluse

LA MAISON DU ROTIN

740, BOUL. CHAREST EST (PLACE CARTIER) QUÉBEC 647-1997

FUTURS MARIÉS

Venez déposer votre liste de cadeaux et courez la chance de gagner un séjour amoureux au **MANOIR RICHELIEU!**

LE PLUS BEAU CHOIX DE VAISSELLE, VERRE, COUTELLERIE ET CADEAUX À QUÉBEC.

Renaud & cie
82, rue Saint-Paul
692-0122
Ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h et le samedi, de 9 h 30 à 16 h 30h

QUI DIT MIEUX?

COMPOST de tourbe et crevettes
RUMIX sacs de 35 litres **5.99\$**

KOZY-COATS MINI-SERRE pour plant de tomates SPÉCIAL **9.87\$**

TERRE À JARDIN TERREXTRA sacs de 30 litres SPÉCIAL **3/4.87\$**

ENGRAIS POUR TOMATES 7-11-17 **NUTRITE SPÉCIAL** 2kg **3.67\$**

ENGRAIS CÈDRE VERT 30-10-10 **plant prod** **14.99\$** 2kg

EXCLUSIVITÉS
centre jardin **HAMEL**

ENGRAIS ECO-JARDIN 4-12-10 à base organique pour potager, fleurs, rocailles, platesbandes **9.99\$** 10 kg

AGRI FILTRE
TOILE DE RECouvreMENT POUR LE JARDIN
• protège des gelées printanières
• crée un micro-climat idéal à la croissance
• protège des dommages causés par les insectes
• permet à la lumière, l'eau et l'air d'y pénétrer
dimensions disponibles:
72" x 25' **7.69\$**
72" x 50' **13.99\$**

ENGRAIS REPRISE 5-15-5 avec hormone d'enracinement
• idéal lors de la transplantation et le départ de vos semis, légumes, fleurs annuelles, rosiers, arbustes, arbres et conifères **5.99\$** 1 kg

SPIRÉE (A. Waterer, Froebelli, Goldflame, Goldmound, Arguta) **5.87\$** pot 2 gallons
Certaines variétés disponibles en pot de 1 gallon à 3,87\$

POTENTILLE (Abbotswood, Goldstar, Jackmanii, Moonlight, Farreri, Goldfinger) **5.87\$** pot 2 gallons
Certaines variétés disponibles en pot de 1 gallon à 3,87\$

CÈDRE PYRAMIDAL (thuya smaragd) **16.87\$** 90 cm
20.87\$ 100 cm **27.87\$** 125 cm **54.87\$** 150 cm

VIGNE D'ENGELMAN **8.87\$** pot 2 gallons

CÈDRE GLOBE DORÉ **8.87\$** 25 cm
9.87\$ 30 cm **10.87\$** 40 cm

CÈDRE GLOBE (woodwardi) **9.87\$** 40cm
10.87\$ 50 cm

CÈDRE NOIR CULTIVÉ (thuya nigra en pot pour haie) **9.87\$** 70 cm
11.87\$ 90 cm **14.87\$** 100 cm **17.87\$** 125 cm

PRUNUS CISTENA (cerisier des sables) **6.87\$** pot 2 gallons

PHYSOCARPE DORÉ NAIN (Dart's gold) **3.87\$** pot 1 gallon
5.87\$ pot 2 gallons

GÉNÉVRIER RAMPANT
disponibilités:
Bar Harbor 40 cm - 60 cm
Plumeux 40 cm - 50 cm - 60 cm
Wiltomî 40 cm
Danube Bleu 30 cm **9.87\$** 30 cm
10.87\$ 40 cm **13.87\$** 50 cm **18.87\$** 60 cm

Tous les végétaux annoncés sont CULTIVÉS à notre centre de production de la région de Québec.

centre jardin HAMEL
Votre jardinier-conseil

HEURES D'OUVERTURE:
lundi au vendredi **8h30 à 21h00**
samedi et dimanche **8h30 à 17h00**

ANCIENNE-LORETTE 6029, boul. Hamel
BEAUPORT 1350, boul. des Chutes
CHARLESBOURG 1169, 80^e Rue Est
LÉVIS 4800, boul. de la Rive-Sud
SAINTE-FOY Halles de Sainte-Foy

Les prix sont en vigueur jusqu'au 24 mai 1993 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. À la succursale de Sainte-Foy les produits annoncés ne sont pas tous disponibles.



*Je suis patient
Tu es patient
Il est patient...*

*Nous sommes
Infirmières!*

**ON A BESOIN
DE VOTRE
PRESSION**

D'ici le premier juin, plus d'un million de Québécoises et de Québécois recevront les soins attentifs de quelque 44 000 infirmières du Québec. Il faut du cœur pour être infirmière. Du cœur tout court, mais surtout du cœur à l'ouvrage. Il faut savoir se tenir debout.

Les infirmières veulent négocier avec le gouvernement. Elles ont besoin de votre pression, de la pression que vous pouvez exercer auprès du gouvernement pour négocier les conditions de travail qui leur permettront de vous offrir de meilleurs soins. Appuyez les infirmières dans leurs négociations pour votre santé.

Composez sans frais le

1-900-645-SANTÉ
7 2 6 8

Votre appel sera automatiquement mis en mémoire et compilé.



En Ukraine

Explosion près d'un réacteur nucléaire

KIEV (AFP) — Une explosion due à une erreur humaine a fait un mort et un brûlé grave hier soir à la centrale nucléaire de Zaporojie, située à 400 kilomètres environ au sud-est de Kiev, a indiqué un responsable de cette centrale.

L'explosion a eu lieu dans une centrale électrique distante de 200 mètres du réacteur nucléaire le plus proche et l'on n'a constaté aucune élévation du niveau de radioactivité local, a déclaré par téléphone le chef de la centrale, Alexandre Kalioukaev. Il a précisé que l'on était en train de réparer une conduite d'hydrogène alimentant les générateurs.

L'explosion a déclenché un petit incendie, qui a été maîtrisé par le personnel de la centrale, et un travailleur a été tué, tandis

qu'un autre, brûlé à plus de 50 %, a été hospitalisé, a-t-il dit.

La centrale de Zaporojie a trois réacteurs en service, du même modèle RBMK que ceux de la centrale de Tchernobyl, dans le nord de l'Ukraine, où une explosion a causé en 1986 l'accident nucléaire civil le plus grave de l'histoire.

L'explosion de vendredi s'est produite moins de deux mois après celle qui a contaminé une région de 123 km² autour d'une centrale nucléaire de la cité interdite de Toms-7, en Sibérie, selon les autorités russes.

La reine mère reste hospitalisée

ABERDEEN, Écosse (AFP) — L'une des figures les plus aimées de Grande-Bretagne, la reine mère Elizabeth, restait hospitalisée hier après une opération qualifiée de « mineure » par ses médecins mais prise au sérieux par tout le pays. La « Queen Mum », 92 ans, a été hospitalisée jeudi après-midi pour une obstruction dans la gorge dont les causes exactes n'ont pas été révélées. Après une opération d'une heure, la reine a passé une « nuit paisible » et « se sentait bien », ont affirmé ses médecins. Mais un administrateur de l'hôpital Alan Reid reconnaissait aussi qu'« à l'âge de la reine mère, toute opération est potentiellement dangereuse ».



La reine mère

Attentat au Caire

LE CAIRE (AFP) — L'explosion d'une voiture piégée hier dans le centre du Caire a fait quatre morts et 17 blessés, selon un dernier bilan établi de source policière. Les quatre tués sont une fillette de 10 ans, une jeune fille et un adolescent dont les âges n'ont pas été précisés, ainsi qu'un vieillard de 65 ans. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué jusqu'à présent, a été attribué par la police à des intégristes musulmans.

Démission de Peter Ueberroth

LOS ANGELES (AFP) — L'ancien organisateur des Jeux Olympiques de Los Angeles Peter Ueberroth a présenté hier sa démission de coprésident de l'organisation Rebuild LA (Reconstruire Los Angeles), chargée de rassembler des fonds privés à destination des quartiers défavorisés de la ville, ravagés l'an dernier par des émeutes. « On m'avait attribué le meilleur poste non rémunéré d'Amérique. C'était intéressant. C'était drôle. Mais il est temps de changer », a expliqué Ueberroth.

Vol de crocodile

TEL AVIV (AFP) — Le vol d'un crocodile de plus d'un mètre de long qui était exposé dans un bassin au centre de Tel Aviv a mis la police israélienne en alerte. Dix crocodiles élevés dans la vallée du Jourdain étaient exposés ces derniers jours dans un salon touristique, place de l'Opéra. Ils n'étaient plus que neuf hier matin, jour de la fermeture du salon. Selon la police, le reptile a été volé. Une plainte a été déposée.

L'Union soviétique aurait testé une bombe au cobalt

TOKYO (AFP) — L'URSS aurait effectué des essais avec des bombes au cobalt, aujourd'hui utilisée principalement dans le traitement du cancer, dans un but militaire consistant à disséminer la radioactivité à grande échelle, selon un chercheur japonais, a rapporté, hier, la presse japonaise.

Kunikazu Noguchi, chercheur de l'université Nihon, a précisé qu'il fondait ses conclusions sur l'étude de la contamination aux alentours

du centre d'essais nucléaires de Semipalatinsk, l'un des principaux centres d'essais de l'ex-URSS, situé dans l'est du Kazakhstan, où il a détecté des densités inhabituelles de cobalt 60. Des échantillons de terrain provenant de la région de Semipalatinsk ont été rapportés par des membres de la Japan Eurasia Society qui l'ont visité en septembre pour étudier la contamination nucléaire.

Le cobalt est un isotope de cobalt hautement radioactif utilisé dans les réacteurs nucléaires mais surtout en radiothérapie. Il a une période radioactive de 5 ans.

Noguchi qui doit faire part de sa découverte à l'occasion d'une conférence sur la santé et la physique qui s'est ouverte, hier, à Fukuoka, a précisé que les densités de cobalt 60 observées autour de Semipalatinsk étaient 18 000 fois supérieures à celles observées 30 ans après l'explosion atomique de Hiroshima (1945).

CORRECTION

Dans l'annonce parue le jeudi 20 mai 1993 en page A-10, vous auriez dû lire au bas de l'annonce.

PAYABLE EN

**OCTOBRE 1993
SANS INTÉRÊT**

(achat minimal de 400 \$)

**boiteau
luminaire**

1295, boul. Charlesbourg
Québec H8L 2Z7

**PLUS QUE JAMAIS
TOYOTA, C'EST
CHARLESBOURG**

MERCI QUÉBEC!

POUR LA DEUXIÈME ANNÉE D'AFFILÉE, TOYOTA CHARLESBOURG REMPORTE LE PRIX DU MEILLEUR COMMERCE, VOITURES JAPONAISES, POUR LA GRANDE RÉGION DE QUÉBEC. (SELON UN SONDAGE LÉGER & LÉGER)



Serge Fortin
Directeur des ventes



Claude, Benoit et Denis Beaulieu, propriétaires



Marcel Allard
Directeur voitures d'occasion



René Canuel
Conseiller



Jacques Turgeon
Conseiller



Guy Dion
Conseiller



André Rodrigue
Conseiller



Réjean Rochette
Conseiller



Nancy Trudel
Directrice Commerciale



Pierre Simard
Conseiller



Marcel Bouchard
Conseiller



Georges Faksz
Conseiller



Rita Plourde
Directrice Commerciale



Alain Bonneau
Conseiller



TOYOTA
Charlesbourg

6070, BOUL. DU JARDIN 623-9843



Déjà 14 millions de séropositifs

GENÈVE (AP, AFP) — L'Organisation mondiale de la santé estime à 14 millions le nombre des personnes porteuses du virus du sida dans le monde et avertit qu'il pourrait atteindre 30 à 40 millions à la fin du siècle.

Un rapport de l'OMS, rendu public hier, souligne que l'Afrique sub-saharienne est la plus touchée avec huit millions de personnes infectées. « Les villes d'Afrique centrale et orientale sont les plus affectées avec près d'un adulte sur trois, mais le virus suit de plus en plus les routes et les cours d'eau vers la campagne et s'étend au sud et à l'ouest de l'Afrique ».

Au Nigeria où vit 20% de la population de l'Afrique sub-saharienne, le VIH commence à toucher l'ensemble du pays. Dans certains groupes de prostituées, le taux est de 15% à 20%.

Avec la progression du virus, le nombre de cas de sida (maladie déclarée) augmente également. En Afrique noire, 1,75 million d'adultes et d'enfants sont atteints par le sida, soit les deux tiers des cas mondiaux. Le nombre cumulé des cas de sida en Afrique devrait dépasser les 5 millions d'ici sept ans, selon l'OMS.

En Asie du sud et du sud-est, l'épidémie se propage parfois aussi rapidement qu'en Afrique. Quelque 1,5 million d'adultes sont

infectés, l'Inde et la Thaïlande étant principalement concernés. En l'an 2000, le nombre cumulé de sujets infectés par le VIH atteindra 30 à 40 millions, prévoit l'OMS.

« Il faut s'attendre à ce que l'Asie dépasse bientôt l'Afrique pour ce qui est des nouvelles infections. À mesure que la deuxième épidémie, celle du sida, s'implante en Asie comme elle l'a fait en Afrique, on peut s'attendre à ce qu'elle ait des effets aussi tragiques que ceux que subissent certaines parties de l'Afrique », a déclaré vendredi à Genève le Dr Michael Merson, directeur du programme mondial OMS de lutte contre le sida.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre de personnes infectées dépasse 1,5 million. L'évolution de l'épidémie dans la région dépend de la rapidité avec laquelle le virus se propagera au Brésil, pays qui, après les États-Unis, compte plus de cas de sida que tous les autres pays non-africains, indique encore l'organisation.



Nomination controversée

Roberta Achtenberg (à gauche), que le président Bill Clinton a décidé de nommer au poste de sous-secrétaire au département du Logement et du Développement urbain, est une lesbienne. Au Sénat, les républicains ont annoncé qu'ils poursuivraient leur combat pour bloquer la nomination. Cette photo de Roberta Achtenberg avec sa compagne, Mary Morgan, juge à la cour municipale de San Francisco, a été prise lors d'une réception le mois dernier.

ÉDUCATION DES ADULTES

CÉGEP FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
UNE FORMATION POUR LA VIE

Le service de l'Éducation des adultes du cégep François-Xavier-Garneau vous offre un programme de formation professionnelle à temps plein le jour.

PROGRAMME: ACTUALISATION EN BUREAUTIQUE (900.62)

Préalable: Secondaire V ou l'équivalent
Début: 7 juin 1993
Fin: 28 janvier 1994
Aide financière: Assurance-chômage, Prêt et bourse, Sprint
Coût: 150,00\$

Les personnes intéressées à suivre la formation doivent s'inscrire avant le 28 mai 1993 au:
Service de l'Éducation des adultes
1530, boul. de l'Entente
Québec, G1S 4S3
Tél. 688-8310, poste 2422 ou 2423



CHAISES BLANCHES
styles variés
SPECIAL à partir de
89,95\$
TPS incluse

2000
LA MAISON DU ROTIN

740, BOUL. CHAREST EST (PLACE CARTIER) QUÉBEC 647-1997

Personne n'a le courage d'égalier nos prix Club!

AVEZ-VOUS COMPARÉ?

Voici quelques exemples recensés entre le 14 et le 20 mai

	CLUB PARADIS	JARDIN HAMEL
Arrosoir 2 gallons	1,99\$	3,79\$
Oignons espagnols, paquet de 100	1,09\$	1,99\$
Tuteur à plants de tomates 3 pattes, hauteur 33"	,89\$	1,29\$
Mousse de tourbe 4P3	6,99\$	9,99\$
Annuelles en cassette de 4 plants	1,09\$	1,49\$
Compost de tourbe et crevettes, sac de 35 litres	3,99\$	5,99\$
Engrais cèdre vert 30-10-10 Plant Prod, 2 kg	8,99\$	14,99\$
Colori Sol 2P3	9,45\$	11,99\$
Vigne d'Engelman, 2 ans	5,95\$	8,87\$
Total	40,43\$	60,39\$

PRÈS DE 33% D'ÉCONOMIE

Un choix de 75 000 variétés de potées fleuries, plus de 500 variétés de plantes vivaces, le plus grand choix de fleurs annuelles et de légumes, un fleuriste en vrac : tout ça sur une superficie de 30 000 pieds carrés fleuris!



CLUB PARADIS

CLUB • JARDIN • ESCOMPTE

On est tout vert :

lundi au vendredi : 8 h 30 à 21 h
samedi et dimanche : 8 h 30 à 17 h

Une seule adresse :

1100, boul. Saint-Joseph
Charlesbourg Ouest, Québec

1,95\$ Géranium pot de 4" 10 pour 17,50\$



7,49\$ Cèdre globe (woodwardii) 30 à 40 cm



1,09\$ Annuelles en cellules (4 plants)





<p>BANANES Produit importé, qualité supérieure</p>  <p>37¢ la livre 82¢ le kilo</p>	<p>BROCOLI Produit de Californie, qualité supérieure</p>  <p>87¢ chacun</p>
<p>LAITUE EN POMME Produit de Californie, grosseur #24, qualité supérieure</p>  <p>77¢ chacune</p>	<p>LAITUE ROMAINE Produit de Californie, grosseur #24, qualité supérieure</p>  <p>77¢ chacune</p>
<p>LAITUE FRISEE Produit de Californie, grosseur #24, qualité supérieure</p>  <p>77¢ chacune</p>	<p>CHAMPIGNONS BLANCS ou CAFÉ, produit de l'Ontario, frais, qualité supérieure</p>  <p>87¢ la chopine</p>
<p>ÉPINARD Produit des États-Unis, sac 10 onces (284 g), qualité supérieure</p>  <p>97¢ le cello</p>	<p>CÉLERI Produit de Floride, grosseur #24, qualité supérieure</p>  <p>97¢ chacun</p>
<p>ZUCCHINIS Produit des États-Unis, pré-emballés, qualité supérieure</p>  <p>97¢ la livre 2,14\$ le kilo</p>	<p>CONCOMBRE REGULIER Produit de Floride, qualité supérieure</p>  <p>2 pour 67¢</p>
<p>RADIS 1 LIVRE Produit des États-Unis, 454 gr, qualité supérieure</p>  <p>77¢ cello</p>	<p>FÈVES VERTES Produit des États-Unis, pré-emballés, qualité supérieure</p>  <p>1,97\$ la livre 43¢ le kilo</p>

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 23 MAI 1993 INCLUSIVEMENT DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

LE JARDIN MOBILE

LES VINS BLANCS ET ROSÉS



L'été, c'est le paradis.

*Si on cultivait des vins expressément pour l'été québécois,
ce serait des vins à boire frais, l'été.*

*Des vins pour accompagner ces moments magiques où on mange,
on rit, sans voir passer le temps.*



LES TROUVAILLES DE GILBERT

825\$
toutes taxes incluses



Sauvignon,
Borrigo Blanco, Chili

Fruité et rond en bouche. Délicats arômes floraux. Avec les poissons, les viandes blanches, les fruits de mer et les fromages.
No 299420
750 mL

918\$
toutes taxes incluses



Entre-deux-Mers,
1992, Dourthe, France

Blanc, sec, frais, fruité. Arômes floraux typiques nuancés de citron. Avec les fruits de mer, les poissons et les viandes blanches.
No 210781
750 mL

934\$
toutes taxes incluses



Réserve St-Martin,
gris de gris, A.C., France

Couleur rose pâle. frais, bien équilibré avec des arômes fruités. Provenant de la région Corbières. Idéal en apéritif et avec les mets cuits sur barbecue.
No 314781
750 mL

986\$
toutes taxes incluses



Barramundi, Sémillon
d'Australie

Blanc, frais, jeune et vif. Médaille d'or aux Sélections mondiales 1992. En apéritif et avec les poissons et les viandes blanches.
No 247650
750 mL

926\$
toutes taxes incluses



Doña Paula,
Santa-Rita, Chili

Rosé provenant de cépages Cabernet-Sauvignon. Parfum de framboises et de cerises, très frais et équilibré. Un vin sans prétention et idéal en apéritif.
No 266502
750 mL

995\$
toutes taxes incluses



Riesling Dry, 1990,
Deinhard, Allemagne

Blanc, sec, équilibré, nuances d'épices, d'abricot et de noisettes. En apéritif et avec les viandes blanches et les fruits de mer.
No 060004
750 mL

1050\$
toutes taxes incluses



Cellier des Dauphins,
1991, Côtes-du-Rhône,
France

Blanc, arôme de pommes, bien équilibré et bonne persistance. Avec les poissons, les viandes blanches et les fromages de chèvre.
No 134643
750 mL



Société
des alcools
du Québec

Le plaisir de choisir

En exclusivité dans la plupart de nos succursales. Prix sujets à changement sans préavis.

Un scrutin dans la peur au Cambodge

PHNOM PENH (d'après AFP) — Les Cambodgiens votent librement à partir de demain, pour la première fois depuis des décennies, mais les élections semblent avoir peu de chances de ramener la paix, quel qu'en soit le résultat.

Les Khmers rouges, la principale force militaire et responsables de la mort de centaines de milliers de personnes lorsqu'ils ont été au pouvoir de 1975 à 1978, ont décidé de ne pas participer au scrutin. Ils en rejettent à l'avance les résultats et ont menacé d'en empêcher le bon déroulement par des actions violentes.

Destiné à désigner les 120 membres de l'Assemblée nationale, le scrutin se déroule du 23 au 28 mai sous la protection de quelques 20 000 membres de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), dont plus de 15 000 militaires.

En juin dernier, les Khmers rouges ont mis fin à leur participation au processus en refusant de désarmer et d'être démobilisés contrairement aux autres factions de l'opposition qui, désormais, n'ont plus de forces armées significatives.

En l'absence de sondages sérieux on pense généralement que, sur les 20 partis politiques qui participent au scrutin, seuls le Parti du peuple cambodgien (PPC, le régime de Phnom Penh) et le FUNCINPEC dirigé par le prince Norodom Ranariddh, un fils du prince Sihanouk, sont en position de gagner.

Mais quel que soit le résultat, il paraît difficile de croire que la guerre ne reprendra pas, sous une forme ou sous une autre dans le futur.

Déjà le régime de Phnom Penh a annoncé publiquement qu'il attaquerait les Khmers rouges en cas de victoire aux élections pour

mettre fin « à la partition du pays qu'ils imposent ».

Des Cambodgiens ordinaires, interrogés, hier, dans les rues de Phnom Penh, ont généralement manifesté l'intention d'aller voter malgré les menaces des Khmers rouges. « Oui, nous avons peur. Mais tout le monde va voter bien que les gens aient peur, a déclaré Un Naroen, une marchande de 33 ans au marché central de Phnom Penh.

Il n'en reste pas moins que la crainte des violences est vive, comme en témoigne la chute au marché noir de la monnaie cambodgienne. Le riel qui s'échangeait, jeudi, à 4500 riels pour un dollar était tombé, hier, à 4900 et continuait à baisser.



Deux Cambodgiens amenaient, hier, une boîte de scrutin dans un bureau de vote de Phnom Penh, sous la protection d'un casque bleu ghanéen.



Pierre Robitaille

marie le choix et le bon goût



...et le meilleur choix de cadeaux pour votre

LISTE DE CADEAUX DE MARIAGE

Un choix sans limite, une gamme de prix très variée, des marques de renom... et les services de professionnels. Bref, tout est mis en oeuvre pour faciliter votre choix ainsi que la tâche de vos parents et amis!



Votre liste de mariage chez Pierre Robitaille, des...

- AVANTAGES CERTAINS**
- JOLI CADEAU REMIS À TOUS LES COUPLES
 - EMBALLAGE ET LIVRAISON GRATUITS



Wedgwood



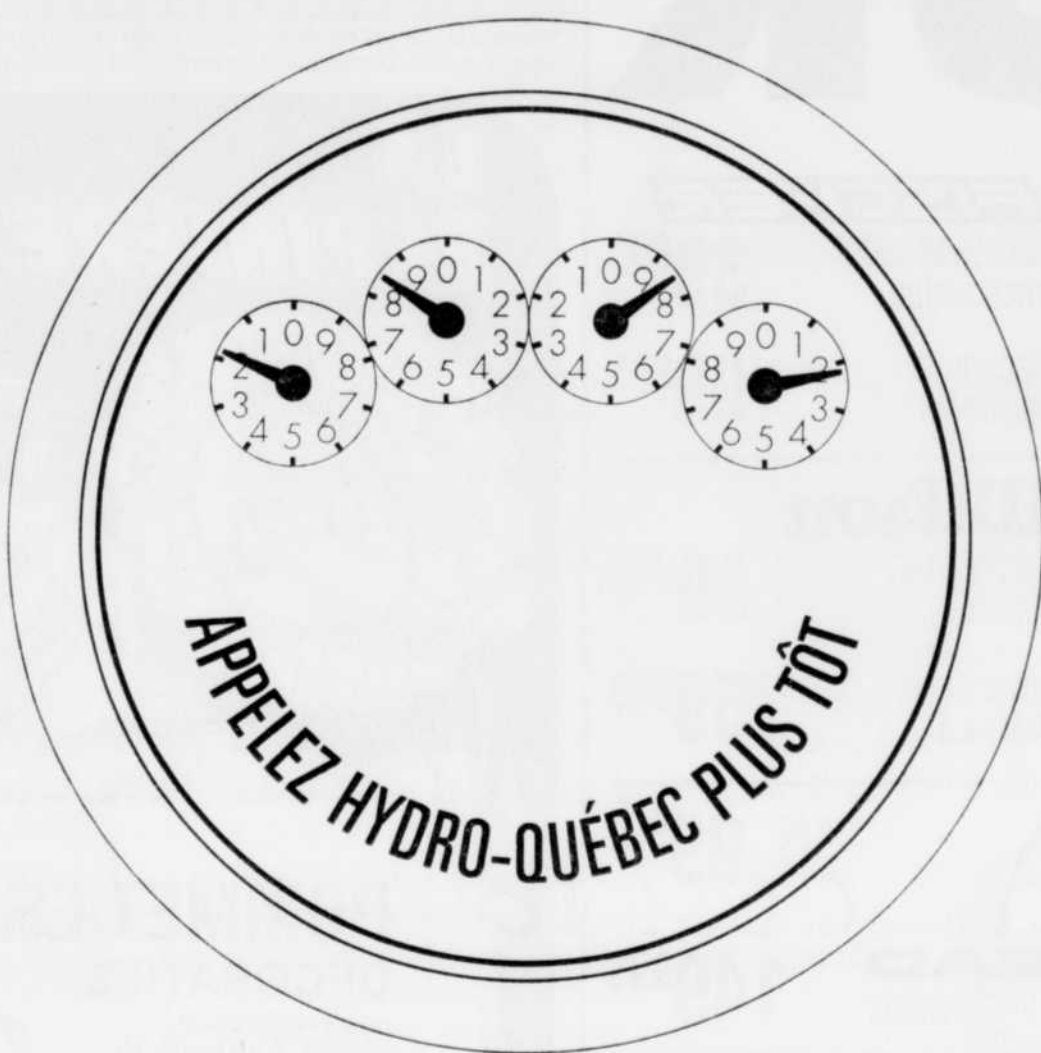
L'art de la table : la tradition Wedgwood depuis plus de 200 ans

Les matières les plus pures qui donnent à la porcelaine sa blancheur et sa translucidité extraordinaires, des motifs superbes exécutés par des artisans de talent : voilà la légendaire collection de fine porcelaine anglaise Wedgwood, offerte dans un assortiment de formes et motifs convenant à toutes les occasions.

boutique **Pierre Robitaille**

Place Ste-Foy 653-7260

Si vous déménagez

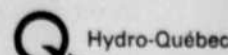


Dès que vous connaîtrez votre nouvelle adresse, appelez Hydro-Québec

pour ne pas continuer à payer le service à votre ancien domicile.



LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE PARAÎT SUR VOTRE FACTURE D'ÉLECTRICITÉ.



Le meilleur de nous-mêmes

LA SITUATION EST LE PATRON!



Claude Légaré, M.B.A., formateur 17 ans d'expérience en formation

Le leadership est en crise, les gens ne suivent plus. Vous cherchez comment inspirer et motiver. "Leadership situationnel" apporte une réponse. Découvrez votre style naturel. Adaptez votre style de leadership à chaque situation. Découvrez les fondements du comportement de vrais leaders par des études de cas.

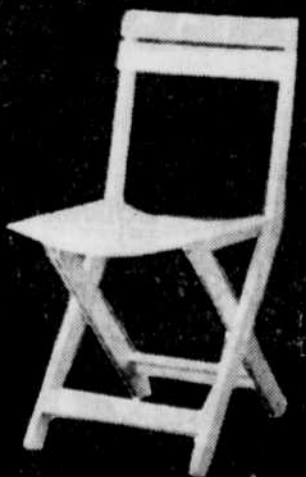
LEADERSHIP SITUATIONNEL
Faites comme des centaines d'autres gestionnaires, inscrivez-vous. Séances le 9 juin à Québec, 15 juin à Montréal.



INSCRIPTION ET RENSEIGNEMENTS: (418) 833-2370

JARDIN

Tutti Frutti



CHAISE DE PATIO
A partir de **795\$**

garantie 5 ans

(modèle illustré - 6300 pliant 29 95 \$)

Partenaire officiel de la Maison Kitchener 1993

Service de livraison disponible

OUVERT LE DIMANCHE



1500, Saint-Denis, Québec, 4447, 2007 de la Rivière-Saint-Jean, 1150, (418) 871 22 21 (418) 835 1573

Bosnie: Kozyrev pense qu'un plan d'action sera bientôt adopté

WASHINGTON (AFP) — Le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a redit hier son optimisme de voir les États-Unis accepter un « plan d'action » face à la situation en Bosnie, en dépit du « scepticisme » exprimé peu auparavant par le président américain Bill Clinton.

« Je pense que nous débouchons sur un plan d'action même si des consultations supplémentaires sont nécessaires », a déclaré le chef de la diplomatie russe à l'issue d'un nouvel entretien avec le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, et le secrétaire au Foreign Office britannique, Douglas Hurd.

Ce troisième entretien au département d'Etat en moins de 48 heures est survenu après la ren-

contre de Kozyrev à la Maison-Blanche avec Clinton. Ce dernier avait alors exprimé son « scepticisme » sur la possibilité d'atteindre « des résultats satisfaisants dans le cadre qui a été proposé » par Kozyrev.

« C'est un processus compliqué (...) Mais nous sommes sur la bonne voie », a déclaré Kozyrev à l'issue de ce rapide passage au département d'Etat.

Garantie aérienne

Par ailleurs, à Strasbourg, le ministre français de la Défense François Léotard a déclaré que la France proposerait au Conseil de sécurité des Nations unies de déployer des troupes dans des zones de Bosnie « où les civils sont encore menacés », cette mesure pouvant être « renforcée par une forme de garantie aérienne ».

Le ministre a affirmé qu'il fallait « préciser les garanties que nous pouvons donner » aux zones de sécurité définies par la résolution 824 du Conseil de sécurité, « auxquelles il faudrait peut-être ajouter celle de Mostar ».

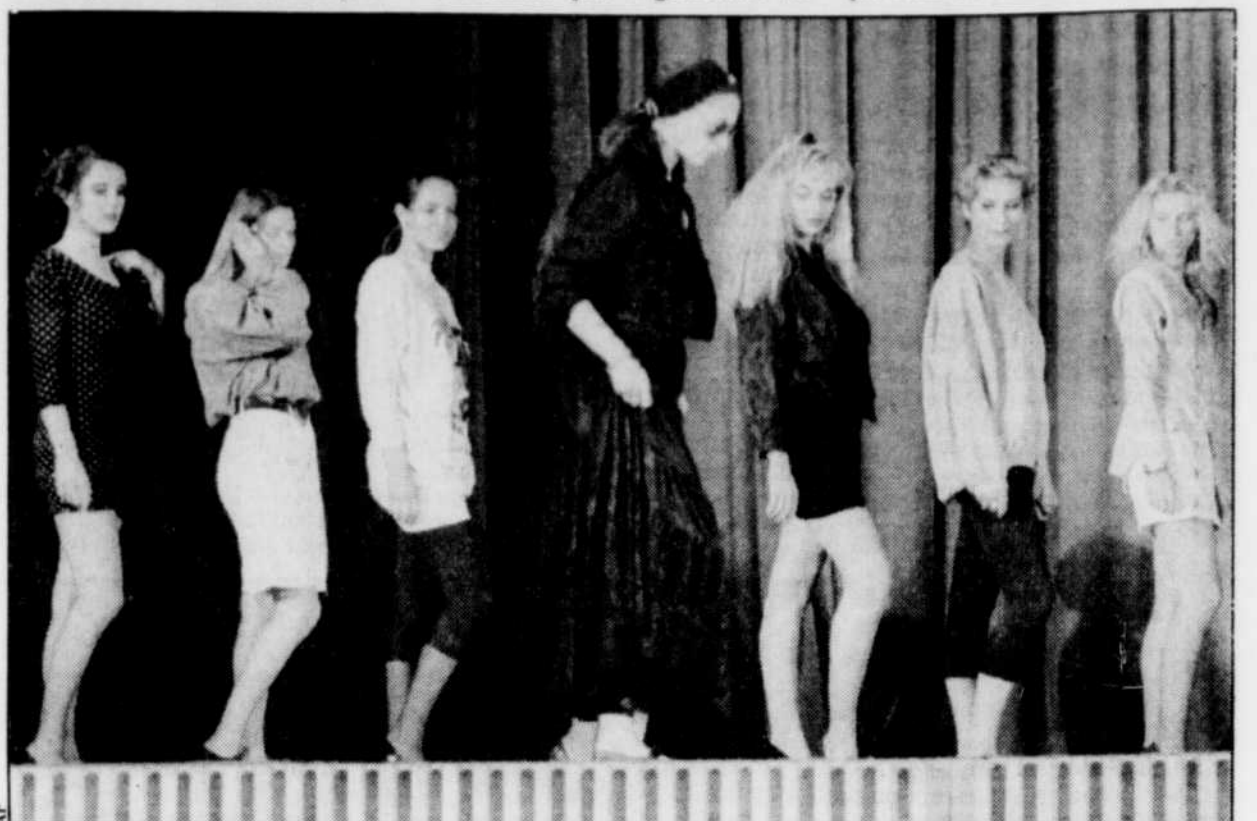
Le ministre a souhaité que soient « déployées des forces de l'ONU dans les zones où il n'y en a pas ». « Nous pensons que, soit en redéployant les effectifs actuels situés dans l'ancienne Yougoslavie, soit en faisant venir des contingents nouveaux, nous pour-

rions davantage exercer la protection des civils », a-t-il déclaré.

« Cette présence au sol pourrait être renforcée par une forme de garantie aérienne ».

Léotard n'a pas précisé ce qu'il entendait par « garantie aé-

rienne » mais la possibilité de menacer les Serbes de frappes aériennes en cas d'actions hostiles contre les « casques bleus » ou les observateurs militaires, a déjà été évoquée par la diplomatie française dans ses discussions avec ses partenaires occidentaux.



Même si la ville est assiégée depuis un an et que ses habitants sont souvent la cible de francs-tireurs, la vie continue dans la capitale bosniaque et les candidates au titre de Miss Sarajevo ont participé hier aux épreuves préliminaires.

André Lalonde Sports®

AVANTAGE PUR



prince

PRINCE SYNERGY 32
Valeur du marché 249⁹⁹\$

SOLDE 169⁹⁹\$

prince

CONTROLLER II
Valeur du marché 149⁹⁹\$

SOLDE 99⁹⁹\$

K-SWISS

GENEVA cuir (homme-femme)

Valeur du marché 89⁹⁹\$

SOLDE 69⁹⁹\$

FISCHER	FISCHER MICHAEL STICH JUNIOR	39⁹⁹\$
FISCHER	BREAKPOINT	99⁹⁹\$
Wilson	WILSON STAFF MATRIX	99⁹⁹\$
WILSON PRO	STAFF 6.0	159⁹⁹\$
HEAD	HEAD ACTIVE	99⁹⁹\$
HEAD	HEAD GENESIS	149⁹⁹\$

Balles de tennis Spalding

279\$ dtc (maximum 6 boîtes par client)

DEVEZ-VOUS MEMBRE

Devenez membre du Club André Lalonde Sports pour seulement 20,00\$ + taxes et obtenez des rabais supplémentaires. Tous les avantages réunis pour obtenir plus pour votre dollar.

À l'achat d'une raquette, obtenez un fond "GRATUIT" de 24,95\$ et moins.

20% DE RABAIS

SUR TOUS LES VÊTEMENTS DE TENNIS

Sergio Tacchini

POLO BORÉAL UNISEXE (coton)

19⁹⁹\$

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les modèles, couleurs et grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent être différents des produits annoncés. Prix en vigueur jusqu'au 6 juin 1993 ou jusqu'à épuisement des stocks.

OUVERT LUNDI 24 MAI

André Lalonde Sports®

• LMA 775, avenue du Parc Nord (418) 684-0284	• BAIF-COMEAU 300, boul. Lasalle (418) 296-0554	• NEUFCHÂTEL 4605, boul. de l'Avignon (418) 642-5041	• CHARLESBOURG 4310, 1 ^{re} Avenue (418) 622-1099	• CHICOUTIMI 1857, boul. Saint-Paul (418) 543-3903	• DRUMMONDVILLE 131, Lindsay (819) 477-0442
• BEAUPORT 3333, rue de Carrefour (418) 660-7660	• VICTORVILLE 875, boul. Jeanne d'Arc (819) 758-1483	• SAINT-ANNE-DE-BEAUPRE 9675, boul. Sainte-Anne (418) 827-4556	• SAINT-GEORGES-DE-BEAUCE 500, 8 th Rue (418) 227-5005	• STE-FOY* *450, boul. Laurier (418) 658-0010	

* OUVERT LE DIMANCHE À PLACE STE-FOY

LA PÉPINIÈRE QUI FAIT LE PRINTEMPS!

POMMETIERS DÉCORATIFS

en pleine floraison, hauteur: 8 à 9 pieds, 10 variétés disponibles, en pot de 12 gallons

Spécial 28⁸⁸\$

LE PRIX DU PLUS GROS SERVICE COMPRIS

Spirées et potentilles à fleurs

Pot de 3 gallons, 24 variétés disponibles cultivées dans la région de Québec

Spécial 6\$

Jardinières fleuries

Fleurs vivaces et annuelles par milliers

Le plus grand choix à Québec

PEPINIERE MORALDO ET FILS INC.

Un seul nom et trois adresses:

• SAINTE-FOY (limites de Cap-Rouge) 4078, chemin Saint-Louis 656-6539	• LEBOURNEUF (CHARLESBOURG-OUEST) 1300, boul. Saint-Joseph 628-9440	• SAINT-AUGUSTIN 180, route 138 878-3808
---	---	--

BOTANIX

Un appel à loger!

Réservation Québec se charge de vous trouver un lieu d'hébergement lors de vos voyages ou séjours. Ce nouveau service est **absolument gratuit** et tout à fait efficace pour vous faciliter la vie et l'accueil partout au Québec.

À service unique, numéro unique:

1-800-363-7372

7 jours sur 7 sans frais

RÉSERVATION QUÉBEC

On vous réserve le Québec!

Service d'assurance voyage offert

L'Ukraine s'enfoncé dans une grave crise de pouvoir

Plus de 500 délégués à la Conférence constitutionnelle

MOSCOU (AFP) — La « Conférence constitutionnelle » convoquée par Boris Eltsine pour le 5 juin prochain comptera plus de 500 délégués et se tiendra au Kremlin, indique le décret publié hier par la présidence russe.

Chargée de « mettre définitivement au point le projet de constitution (...) présenté par le président russe », la conférence doit « tenir compte des propositions des citoyens, des organes de pouvoir des sujets de la Fédération de Russie (républiques et régions), des organes de pouvoir local, des organes fédéraux du pouvoir d'Etat, des partis politiques, (...) syndicats et autres groupes sociaux », précise le décret.

Selon le point 3 du décret qui en compte 9, le pouvoir fédéral sera représenté par « des députés du peuple membres de la commission constitutionnelle » parlementaire auquel s'ajoute « un représentant pour chaque fraction parlementaire ». Le président russe et le gouvernement ont 50 représentants à la Conférence.

Les 88 sujets de la Fédération de Russie — république, territoire, région et district auto-

nome, ainsi que Moscou et Saint-Petersbourg — nomment chacun deux délégués, l'un « issu du pouvoir exécutif, l'autre du pouvoir législatif ».

Les partis politiques, organisations sociales et mouvements de masse, pourront avoir leurs représentants à la conférence, ainsi que les industriels et entrepreneurs, les groupements d'industriels, les syndicats et les confessions religieuses, ou encore l'Académie des sciences de Russie. Il suffit qu'ils s'inscrivent à la conférence constitutionnelle avant le 25 mai 1993, jusqu'à concurrence de 250 personnes.

Enfin, des représentants de la Cour constitutionnelle, de la Cour suprême, du tribunal d'arbitrage ainsi que des représentants du parquet général de la Fédération de Russie pourront participer au travail de la Conférence constitutionnelle, dont le résultat final sera « présenté au président de Russie ».

KIEV (AFP) — L'Ukraine s'est enfoncée hier dans une crise de pouvoir, après le refus du Parlement de prolonger les pouvoirs spéciaux du premier ministre Leonid Koutchma ou de les confier au président Leonid Kravtchouk.

Au terme de quatre jours de joute, le Parlement à majorité conservatrice a affaibli le pouvoir exécutif et remis en cause le processus de réformes lancé par le gouvernement progressiste de Koutchma.

« Nous allons devoir rester dans un cadre que le Parlement nous impose, je ne crois pas que nous pourrions travailler efficacement », a commenté Viktor Pinze-

nik, le jeune vice-premier ministre chargé des réformes. « Les députés veulent fermer les yeux et dormir puis se réveiller le lendemain et voir que tout va bien mais les problèmes ne vont pas disparaître », a-t-il ajouté.

Leonid Koutchma, 54 ans, premier ministre depuis octobre dernier, avait pu mener depuis six mois une politique réformatrice grâce aux pouvoirs spéciaux obtenus

en décembre 1992. Il a donné le coup d'envoi de la privatisation et s'employait depuis janvier à stabiliser le karbovanets, la monnaie provisoire ukrainienne.

Mais, n'ayant pas le contrôle de la banque nationale qui émet par milliards des crédits aux entreprises non compétitives, menacées de faillite avec le passage à l'économie de marché, il n'a pu stopper l'inflation qui s'est montée à 170 % pour les trois premiers mois de l'année.

Hier, le Parlement a refusé de prolonger ces pouvoirs arrivés à

expiration, par 212 voix sur 373 votants.

Ancien directeur de la plus grosse entreprise de fabrication de missiles de l'ex-URSS, Koutchma avait menacé de démissionner s'il n'obtenait pas la prolongation de ses pouvoirs spéciaux, mais le Parlement a refusé son départ.

Le président Kravtchouk semble lui aussi avoir perdu du terrain : hier le Parlement n'a même pas examiné sa proposition de donner temporairement à la présidence tout le pouvoir exécutif.

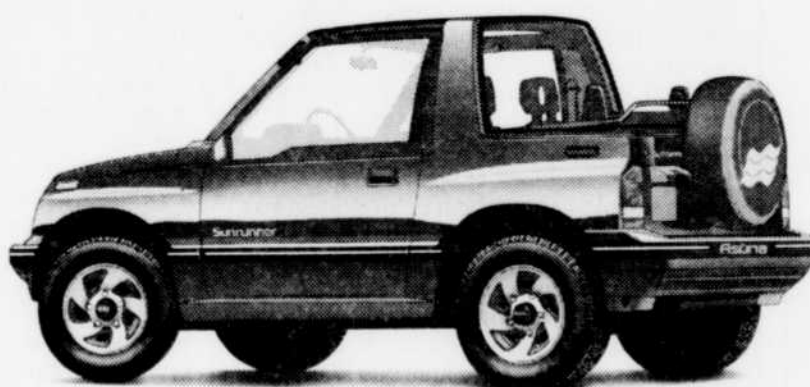
FAITES VITE! LES VÉHICULES OFFICIELS DE VOTRE ÉTÉ SONT LÀ!



Asuna SE 1993

- Moteur 4 cylindres de 1,6 L
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Direction à crémaillère
- Freins assistés
- Essuie-glace à balayage intermittent
- Siège arrière rabattable
- Garantie GM TOTAL^{MC} 3 ans/60 000 km*** sans franchise

À PARTIR DE
6 993\$*



Sunrunner 1992

- Moteur 4 cylindres de 1,6 L
- Boîte manuelle 5 vitesses
- Quatre roues motrices
- Freins arrière antiblocage (ABS)
- Housse de roue de secours
- Toit décapotable
- Radio AM-FM stéréo
- Garantie GM TOTAL^{MC} 3 ans/60 000 km*** sans franchise



SEULEMENT
229\$
PAR MOIS**
EN LOCATION

Sunfire 1993

- Moteur 1,8 L, 140 chevaux, à injection électronique multipoint
- Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultiplication
- Sac gonflable côté conducteur
- Suspension indépendante Lotus aux quatre roues
- Radiocassette AM-FM stéréo
- Garantie GM TOTAL^{MC} 3 ans/60 000 km*** sans franchise



SEULEMENT
229\$
PAR MOIS**
EN LOCATION



Assistance ROUTIÈRE

VOS CONCESSIONNAIRES

PONTIAC

BUICK

PARTICIPANTS

*Taxes et transport en sus. Tous les rabais taxables GM inclus. **Prix basé sur un bail de 48 mois, avec versement initial de 300\$ pour le Sunrunner et de 800\$ pour la Sunfire. Premier versement et dépôt de garantie remboursable de 300\$ requis. Taxes en sus, frais de 3¢ de kilomètre après 96 000 km. Surtout à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux Sunrunner 1992, Asuna SE 1993 et Sunfire 1993 neufs en stock. ***Selon la première éventualité. †Rabais accordé aux étudiants selon les critères établis par le fabricant. ‡L'Assistance routière Asuna est offerte sur les modèles Asuna 1992. Durée: 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Tous les détails chez votre concessionnaire.

De nouvelles fenêtres? Portes d'acier? Revêtements?



Consultez une compagnie de confiance



ESTIMATION GRATUITE

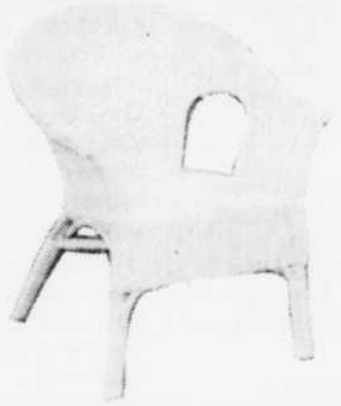


"Les meilleurs prix en ville"

En affaires au même endroit

RENOVATION 522-2084
DÉCOR Qué. Inc. 188, avenue Lamontagne Québec (près du Colisée)

FAUTEUIL DE ROTIN PROMOTION 89\$



Aussi disponible chaise berçante modèle # 3308

PROMOTION:

Payez dans 4 mois. Voir règlements en magasin.

Fournisseur officiel de la Maison Kinsmen 1993

Premier versement dans 4 mois après livraison. Sujet à approbation du crédit.



Service de livraison disponible OUVERT LE DIMANCHE

Québec angle boul. Hamel-Henri-VI (418) 871 22 21

Levis, Saint-David 4447, boul. de la Rive-Sud (route 132) (418) 835 15 73

NETTOYAGE DE TAPIS Travail garanti!

NETTOYEURS UNIS DE LA CAPITALE INC.



Pourquoi passer par une chaîne de magasin "non spécialisée" quand vous pouvez payer moins cher avec NETTOYEURS UNIS DE LA CAPITALE INC.

DEUX PIÈCES DE TAPIS mur à mur (désodorisant inclus) **24⁹⁹**

MAISON COMPLETE 5 pièces de tapis mur à mur, 12 marches et un vestibule (désodorisant inclus) **79⁹⁹**

1 CANAPÉ ET 1 FAUTEUIL (désodorisant inclus) **59⁹⁹**

COUPON-RABAIS DE 10\$ SUR TRAITEMENT ANTITACHE **10\$**

NETTOYEURS UNIS DE LA CAPITALE INC. **626-0248** **626-6745**

UNE ENTREPRISE DE CHEZ NOUS

EQUIPEMENT INDUSTRIEL HAUTE PRESSION À LA VAPEUR • JUSQU'AU 29 MAI

ÉDITORIAL

Renouveler dans les traditions

Kim Campbell veut réinventer la façon de gouverner, redessiner les programmes sociaux, refaire l'image du pays sur la scène internationale et proposer des perspectives nouvelles en tant que première femme à diriger le pays.

Mais ses recettes réformistes s'inspirent bien souvent des plus traditionnelles comme le recours à une conférence des premiers ministres et un appel aux consensus sociaux.

Dans son entrevue au SOLEIL, hier, la ministre de la Défense nationale a tenté de se démarquer des voies partisanes traditionnelles. Le discours majoritaire sur le ressentiment des Canadiens envers la classe politique la touche de près, elle qui se vante de vivre dans le monde réel et pour qui trop de leadership peut nuire.

Mme Campbell doit vivre dans un monde contradictoire, ce qui ne facilite pas sa tâche comme candidate un brin idéaliste et ouverte aux aspirations populaires.

Même si elle reconnaît que son gouvernement devra offrir une réponse claire aux problèmes financiers du Canada avant les prochaines élections, elle se tient loin de tout engagement pour le moment. Sa priorité, insiste-t-elle, est de gagner la course au leadership de son parti. Quoi de plus typique que ce genre de réaction ?

Nombre d'observateurs font porter le blâme des difficultés du gouvernement sur le style même de la gestion de la chose fédérale. « Le style, c'est ce qui permet de faire des choses », soutient la candidate.

Elle n'est pas la seule à penser ainsi. Le *Public Policy Forum* dirigé par l'ancien mandarin Arthur Kroeger présentera à son tour, au cours des prochaines semaines, sa version du progrès par une série de suggestions aptes à rendre le fonctionnement du processus décisionnel gouvernemental plus crédible aux yeux des citoyens.

Mais il n'existe aucun indice dans le ciel de la capitale fédérale que quelqu'un songe à éradiquer une des racines du problème, soit le financement à peu près incontrôlé des partis politiques par les grandes entreprises, les syndicats et les groupes de pression.

Le simple fait de limiter aux individus le droit de contribuer aux partis politiques, comme le Québec le vit depuis une quinzaine d'années, rendrait les Canadiens plus confiants envers leurs dirigeants.

Les conservateurs, principaux bénéficiaires de ce laxisme, ne manifestent aucune propension au renouveau dans ce domaine. Les réformes de procédures souhaitées par Mme Campbell, faut-il regretter, risquent de relever du pur cosmétique.

Il ressort des propos de la ministre qu'elle perçoit bien ce qui heurte le bon fonctionnement du pays et provoque la grogne des citoyens. Derrière l'image fabriquée par l'establishment du parti pour assurer la victoire aux prochaines élections, se profilent un certain nombre d'idées nouvelles.

Il reste à savoir si une candidate propulsée à la tête du pays par ceux qui le dirigent actuellement saura échapper à l'étouffant monde de la haute administration et du nombrilisme outaouais, comme le souhaite Mme Campbell elle-même. C'est bien de le dire, ce sera plus difficile de le faire.

RAYMOND GIROUX

Bloc-notes

L'incontournable

On risque d'entendre encore souvent le genre de commentaire fait par le candidat défait à la présidence du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) Michel Sawyer, après l'élection de Danielle-Maude Gosselin qui en était secrétaire générale depuis 1989.

« C'est une femme, c'est incontournable », a-t-il expliqué en soulignant que l'appui de Jean-Louis Harguindeguy qui, pendant 20 ans a dirigé l'organisation, n'était pas étranger au choix des délégués. Pourtant, si les femmes représentent 55 % des effectifs de la fonction publique, elles n'étaient que 30 % des délégués au congrès. Mais « politiquement correct », M. Sawyer devait ajouter : « C'est une femme de qualité et de tête ».

En effet. Entrée au gouvernement comme technicienne en information en 1974, Mme Gosselin ne s'imaginait pas prenant la relève des Madeleine Parent, Léa Roback et autres pionnières du mouvement syndical. Mais son passage au Conseil du statut de la femme où, jusqu'en 1981 elle a pu travailler auprès des femmes en difficulté ou victimes de discrimination, la préparait bien à devenir la deuxième femme à l'exécutif du SFPQ, au printemps 1981.

Au cours de sa dizaine d'années à la vice-présidence, responsable de la condition féminine et de l'accès à l'égalité, de la classification et de la carrière, Mme Gosselin a souvent eu l'occasion de croiser le fer avec le président régnant, M. Harguindeguy. Et elle a appris.

Ayant résisté à ceux qui auraient limité les comités de la condition féminine aux clauses de maternité et aux garderies, elle croyait qu'« amener les femmes à sortir des ghettos d'emploi, faire cesser la double tâche des travailleuses, combattre le harcèlement sexuel et favoriser une plus grande participation des femmes à la vie syndicale » étaient des objectifs à atteindre, comme elle l'écrivait en 1984.

Cette mère de quatre enfants qui fut, « au temps de sa folle jeunesse » reine du Carnaval de Québec, rejoint les Lorraine Pagé (CEQ) et Diane Lavallée (FIQ) et les autres militantes de première ligne de nos grands syndicats.

Car les femmes sont désormais omniprésentes dans toutes les activités de la société. Elles ne doivent plus réclamer leur part du pouvoir parce qu'elles sont des femmes, mais bien parce qu'elles sont devenues aussi compétentes que leurs confrères. Ce qu'a fait Danielle-Maude Gosselin.

MARTINE R.-CORRIVAUULT

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef:
J.-JACQUES SAMSON

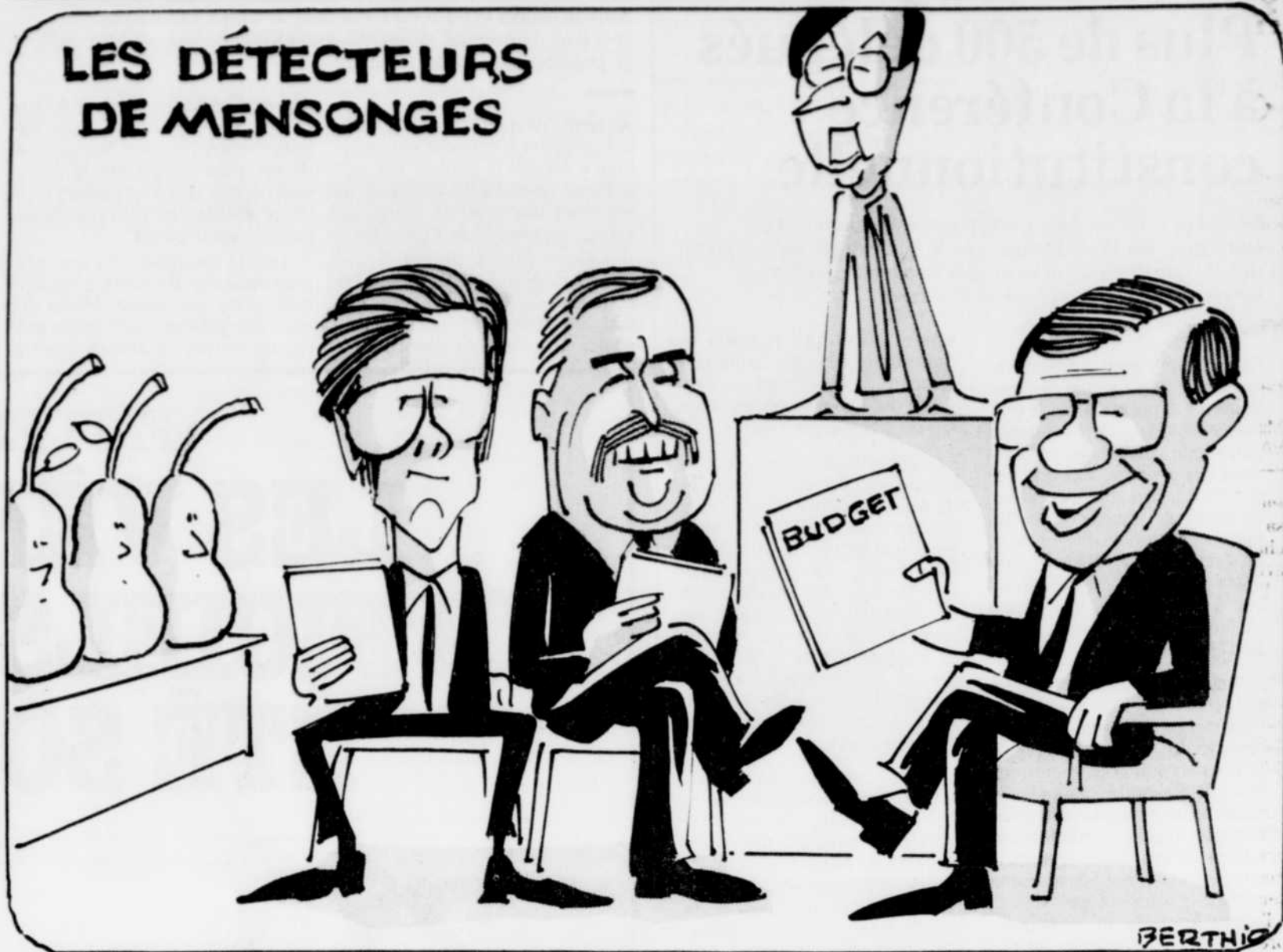
Vice-président exécutif:
DENIS CLICHE

Président et Éditeur:
ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:
ANDRÉ FORGUES

Directeur de l'édition:
MICHEL AUDET

LES DÉTECTEURS DE MENSONGES



Gérard et Gérald

S'il a un peu de temps libre, Gérard D. Levesque devrait s'asseoir avec son collègue de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, Gérald Tremblay, pour lui expliquer le sens de son budget.

Pas plus tard que la semaine dernière, M. Tremblay déclarait, après sa prestation devant le *Forum des partenaires*, réuni à l'université Laval, que le ralentissement économique n'existait que dans la tête de ceux qui voulaient bien y croire.

Vous pensez que je blague, n'est-ce pas ? J'ai eu la même réaction quand on m'a raconté ça. J'ai même exigé d'entendre l'enregistrement de sa conférence de presse. Eh bien oui ! Il l'a dit ! Il a même demandé aux journalistes de rétablir la vérité sur cette crise imaginaire. Avis à Paul Desmarais et autres prophètes de malheurs.

S'il n'y a pas de crise, M. Levesque doit vite nous expliquer de quoi il parlait, du début à la fin de son discours, jeudi soir. Et si ça va aussi mal qu'il l'a dit, M. Tremblay devrait demander une refection : le jovialisme a quand même des limites.

« La faiblesse de l'économie observée depuis bientôt trois ans aura entraîné des dommages considérables pour les travailleurs, pour les consommateurs, pour les entreprises, tout comme pour les administrations publiques. Le budget que je viens de présenter à cette Assemblée propose une stratégie énergétique de redressement de la situation », a déclaré le ministre des Finances.

Depuis deux jours, chacun a eu le temps de calculer combien cette stratégie va lui coûter. Si la crise est imaginaire, la surtaxe imposée aux contribuables à revenus dits supérieurs semble en revanche bien réelle. Je vous suggère d'envoyer la facture au bureau de M. Tremblay. Il n'aura qu'à expliquer à M. Levesque que le déficit, les agences de crédit, tout ça n'existe que dans sa tête.



La chronique de Michel DAVID

On comprend maintenant pourquoi le premier ministre Bourassa voulait tellement attendre l'Ontario. S'il avait fallu, il aurait bien patienté jusqu'au mois de juillet ! A première vue, on se dit qu'avec un budget pareil, il a définitivement renoncé à déclencher des élections à l'automne. Ça ressemble à tout, sauf à un budget électoral.

Mais à bien y penser, c'est peut-être le contraire : le pire est encore à venir et le gouvernement a tout intérêt à ce que les élections aient lieu avant que les contribuables ne remplissent leur prochaine déclaration.

Il ne doit surtout pas attendre que le prochain gouvernement à Ottawa prenne des mesures draconiennes pour empêcher le pays de tomber en faillite. Après ça, les électeurs d'un océan à l'autre n'auront qu'une seule envie, celle d'étriper le premier gouvernement qui leur tombera sous la main.

Tant que ça ne fait pas trop mal au portefeuille, des vertus comme l'équité fiscale, la progressivité de l'impôt ou la saine gestion des finances publiques peuvent faire d'excellents thèmes électoraux. Et puis, les employés de l'Etat ne pourront plus prétendre être les seuls à écopier.

D'autre part, en appuyant ses prévisions sur un taux de croissance conservateur, ce vieux renard de Gérard D. nous prépare peut-être un autre tour à sa façon. Si la reprise est plus forte, la synthèse des opérations financières, au 31 septembre, fera apparaître une amélioration de la si-

tuation. Quand elle survient en pleine campagne électorale, ce genre de nouvelle ne nuit jamais.

Pour revenir à M. Tremblay, il a dû se réjouir que son collègue des Finances ait décidé de « stimuler l'émergence d'entreprises à forte valeur ajoutée en élaborant une stratégie PME, afin de convaincre les entrepreneurs de l'importance d'investir dans la formation, la recherche et le développement, la qualité totale et l'accès à de nouveaux marchés. »

Vous aurez évidemment reconnu sa fameuse stratégie des grappes, que nous envions apparemment le reste de l'humanité. Selon M. Tremblay, même le Japon nous a à l'oeil. « Les Japonais disent des Québécois qu'ils forment le peuple le plus créatif du monde ». C'est vrai qu'ils sont, eux, les plus polis.

Dans une entrevue qu'il accordait, le mois dernier, au *Journal économique de Québec*, le père des grappes soutenait aussi que « le Québec est la province la plus compétitive au monde en ce qui concerne les avantages fiscaux consentis aux entreprises pour faire de la recherche et du développement ».

Malheureusement, dans sa chasse aux abris fiscaux, M. Levesque a choisi d'abolir divers mécanismes permettant aux entreprises de financer une partie des dépenses liées à la R-D. D'accord, ça ne représente que 5 millions \$, mais quand même.

Là n'est pas le problème, répliquera sans doute M. Tremblay : « On se demande pourquoi les investissements en recherche sont plus importants en Ontario qu'au Québec ? C'est tout simplement que les centres de recherche sont concentrés en Ontario », expliquait-il dans l'entrevue citée plus haut.

Et voilà pourquoi votre fille est muette, aurait dit Molière. Sauf qu'aujourd'hui, personne n'a le goût de rire.

Votre Opinion

Réduire la vitesse

Le CAA devrait mettre en marche un mouvement pour convaincre les gouvernements de réduire la vitesse sur nos routes dans la province de Québec et partout au Canada.

Des accidents, des personnes qui perdent la vie tous les jours, c'est terrible. On s'en va vers une destruction de notre population.

Sur les grande routes (par exemple la 20) la vitesse devrait être réduite de 100 km à 85 ou 90 km. Dans les municipalités de 10 à 15 km de moins.

Toute la population s'y habituerait. Cette suggestion devrait être prise en considération.

J.-Augustin Dionne
Québec

Deux fois bravo !

Quel n'est pas mon étonnement d'apprendre que la mairesse Andrée Boucher se préoccupe soudainement d'urbanisme et qu'elle envisage d'embellir la ville de Sainte-Foy !

Quand on sait qu'il n'y a pas de service qui porte ce nom, que les permis sont accordés avec grande facilité et qu'on peut voir

les laideurs qu'on a laissés construire ces dernières années, on se demande pourquoi elle n'y a pas pensé plus tôt !

Et quand on sait également qu'il a fallu l'intervention de nombreux citoyens pour contrer l'adoption du projet de règlement visant à changer le zonage dans une partie du boisé des Compagnons-de-Cartier. Le conseil municipal a raté souvent l'occasion de réaliser de belles choses et d'ajouter de l'esthétique, pour paraphraser madame Boucher.

Tant mieux si l'approche des élections et le reproche qu'on lui a déjà fait que la ville de Sainte-Foy s'était enlaidie depuis qu'elle en est la mairesse ont pu la sensibiliser.

Au moins aura-t-on l'espérance de conserver le boisé dans son intégralité et de voir moins de libéralité dans l'émission des permis de construction et dans l'installation des hideux panneaux publicitaires !

Eva Dion
Sainte-Foy

Pourquoi pas ?

Il y aurait au Canada deux peuples fondateurs dont l'un d'o-

rigine française et l'autre d'origine anglaise. Celui d'origine anglaise n'a pas à craindre pour sa langue, étant donné que le Canada, au fond, est un pays anglais de par sa constitution (75 députés québécois et plus de 200 pour le reste du pays), et que, en plus, il est voisin des États-Unis. Ou est donc le danger pour eux ?

Si deux peuples fondateurs ont leur mérite et doivent s'estimer l'un l'autre, pourquoi le peuple fondateur anglophone ne supporterait-il pas l'autre dont la culture et la langue sont en danger ? Pourquoi pas ?

Qu'on se souvienne lors de la Confédération, le Haut-Canada (l'Ontario) se trouvait dans de graves difficultés financières ; pour venir à son aide, le Bas-Canada (Québec) payait les dettes du Haut-Canada. N'est-ce pas beau et généreux ?

Un autre beau geste de générosité de la part du peuple fondateur francophone : lors de l'arrivée des Irlandais à Grosse-Île, où la plupart d'entre eux sont morts durant l'épidémie qui faisait rage, laissant des orphelins, ceux-ci furent adoptés par des familles francophones déjà nombreuses. Celles-ci les ont accueillis, aimés comme les leurs. Ce

n'est pas admirable cela, M. Ryan ?

Aujourd'hui, ce peuple fondateur francophone est menacé dans sa survie au milieu de cette mer anglophone en Amérique du Nord. Nous occupons, en vérité, un petit coin de territoire dans ce grand continent.

Pourquoi cette mesquinerie à notre égard ? Moi, je n'y comprends rien ! Ne vaudrait-il pas mieux, pour le peuple fondateur anglophone, passer à l'histoire en ayant aidé l'autre plutôt que de l'avoir anéanti ? Le Québec mériterait cette attention de l'autre, car il n'est pas mesquin envers sa minorité anglophone ; les écoles anglaises sont subventionnées par le gouvernement québécois, comme c'est le cas des universités, des hôpitaux, des collèges, et j'en passe.

Il s'agit de comparer ce que l'on fait dans les autres provinces pour la minorité francophone. On nous dit que certaines écoles anglophones ont fermé leurs portes, mais certaines écoles francophones ont subi le même sort, et tout comme vous, c'est la dénatalité qui en est la cause.

Blanche Demers
Québec

DOSSIER

Kim Campbell en entrevue au SOLEIL

«Une majorité ne suffit pas pour gouverner»

Judi soir, entre l'aéroport de Québec où elle arrivait, de Moncton, et le Château Frontenac, où elle devait passer la nuit, Kim Campbell a fait un court arrêt à l'appartement de Gilles Loiseleur pour y partager un morceau de son gâteau d'anniversaire et une coupe de champagne.



par
Michel
VASTEL

Plus tard dans la soirée, sortant de sa limousine de ministre, elle a été chaleureusement saluée par un groupe de chauffeurs de taxi. « Partout au pays, expliquait-elle au cours d'un long entretien au SOLEIL, la chaleur des gens à mon égard me frappe. Cela me repose des vicissitudes de la campagne. » Elle trouve surtout « rassurant » que les gens pensent qu'elle est un personnage politique qu'on peut approcher.

Mais Kim Campbell vit peut-être ses derniers jours de spontanéité et de contacts avec les gens ordinaires. Dans quelques semaines, première ministre, son service de sécurité la précéderait à l'appartement de son ministre et prélèverait un morceau du gâteau au chocolat pour l'envoyer aux laboratoires de la police fédérale. Et une haie de gardes du corps tiendrait les braves chauffeurs de taxi à distance.

« Je veux continuer à vivre dans le monde réel », dit la ministre en poussant le détail jusqu'à enlever elle-même son manteau pour se préparer au jour où elle reviendra à la vie des gens ordinaires. Mais Campbell reconnaît qu'elle devra se battre pour « échapper à sa bureaucratie et à la perspective des fonctionnaires d'Ottawa ».

Au cours de cet entretien de 80 minutes avec les membres de la direction éditoriale du SOLEIL, entièrement en français, la ministre de la Défense a longuement décrit la façon dont elle veut diriger le gouvernement fédéral. « Il ne suffit pas d'avoir une majorité parlementaire pour gouverner,

dit-elle d'ailleurs. Il faut aussi avoir l'appui des citoyens. »

Campbell a d'ailleurs prétendu que si le premier gouvernement Mulroney a été si peu productif, c'est parce qu'on ne le suivait pas : pas plus les citoyens ordinaires, que les élites du pays et les autres gouvernements provinciaux. Contrairement au premier ministre à qui elle veut succéder, la ministre n'a pas de grand projet mobilisateur — comme la réconciliation nationale ou le libre-échange.

Son projet, c'est « de rassembler, de mobiliser, de convaincre les gens qu'ils ont la capacité de changer les choses ». Et pour cela, il faut leur parler « dans une langue et avec des images qui leur disent quelque chose ». Évoquant le style de leadership musclé exercé par Pierre Trudeau — « il y avait trop de testostérone dans son approche ! » —, Campbell a prétendu hier qu'on peut détruire un pays à lui imposer des formes auxquelles il n'est pas prêt ou qu'il ne comprend pas. »

Les 100 jours de Campbell

La ministre a pour la première fois levé un coin du voile sur les premiers mois du gouvernement qu'elle pourrait être appelée à former d'ici un mois. Affirmant qu'elle compte sur l'appui de 60 % des députés — dans toutes les parties du pays — au premier tour du scrutin du 13 juin, Mme Campbell se prépare tellement à l'exercice du pouvoir qu'elle a déjà discuté avec la GRC de ses services de sécurité, et qu'elle a demandé à ses collègues du cabinet de lui soumettre divers plans d'action. La marque de son gouvernement, au moins dans les premiers jours, serait aussi celle de la concertation :

— Être le 13 juin, Mme Campbell formerait un cabinet réduit — de 20 à 25 ministres — le 21 juin. (Elle a déjà prévu passer la Saint



Le projet de Kim Campbell, c'est « de rassembler, de mobiliser, de convaincre les gens qu'ils ont la capacité de changer les choses », a-t-elle dit en entrevue au SOLEIL.

Jean-Baptiste dans le Bas-Saint-Laurent, invitée du coprésident de sa campagne, Pierre Blais.)

— Elle veut réunir ses homologues des provinces avant le 1er juillet ou tout de suite après la fête du Canada pour mettre au point une « stratégie budgétaire nationale ». À l'ordre du jour — qui sera discuté par Don Mazankowski avec les autres ministres des Finances le 31 mai : la sécurité du revenu, l'universalité des programmes sociaux, les chevauchements de compétence entre divers paliers de gouvernement, les li-

mites 'nationales' qu'il faudrait imposer aux dépenses, aux impôts et aux emprunts des gouvernements du Canada.

— Le 7 juillet, Kim Campbell veut se présenter à Tokyo devant ses six collègues chefs d'Etat ou de gouvernement des nations les plus industrialisées, avec une « stratégie nationale » qui envoie un message clair à la communauté financière internationale.

— Campbell veut encore relancer la formule des grands sommets économiques et sociaux, tentée par Brian Mulroney en 1985

puis abandonnée. Cette fois, la ministre veut ajouter, aux représentants des milieux d'affaires et du mouvement syndical, l'élite intellectuelle du pays. Elle veut « nourrir son scepticisme face à la bureaucratie fédérale en utilisant tous les talents de l'intelligentsia canadienne ».

— Enfin, Campbell veut que « la campagne électorale propose des choix clairs » aux Canadiens. Elle s'engage donc à déposer formellement — sans doute devant le Parlement — le plan financier de son gouvernement.

De la coupe aux lèvres...

Toujours à la recherche d'un couronnement, Kim Campbell se fait de plus en plus spécifique quant à ses projets. Elle a sûrement conscience de l'inquiétude grandissante des conservateurs devant la chute surprenante de sa cote de popularité. Comme Jean Charest au début de sa campagne, la ministre est maintenant obligée de prendre des risques.

Mais la spontanéité dont elle a fait preuve au cours d'une réunion privée avec des éditorialistes, la profondeur de la réflexion intellectuelle qu'elle poursuit au sujet de l'art de gouverner — « un art subtil, dit-elle, et qui demande plus qu'une majorité » —, tout cela ne transpire guère dans ses apparitions publiques, même devant un auditoire aussi sympathique que les députés et organisateurs de la région de Québec où elle était hier.

Kim Campbell reproche par exemple à ses prédécesseurs « de communiquer avec la population dans le langage esotérique des fonctionnaires ». Mais hier, au « diner bleu » des conservateurs de la Vieille Capitale, elle a lu, sans âme et sans trop de conviction, un texte soigneusement revu et corrigé par une équipe de rédacteurs professionnels à Ottawa.

Anticonformiste comme Trudeau, Mme Campbell « n'est pas arrogante comme lui et adore le contact humain ». Mais, timide plutôt que distante, elle n'est pas très à l'aise lorsqu'elle se promène de table en table, à échanger parfois des banalités avec de braves militants de la base.

« Je déteste le snobisme intellectuel », dit encore la ministre. Mais à l'entendre parler, elle passe ses temps libres à débattre, avec des intellectuels ou des gens d'affaires d'avant-garde, les grandes questions de l'heure.

Campbell, pas plus que Mulroney, n'est à l'abri des contradictions : seul le temps dira si elle conservera sa spontanéité et sa candeur. Trudeau disait : 'Just watch me'. Campbell dit plutôt : 'Just trust me'...

S'il n'en tient qu'à sa nouvelle présidente Danielle-Maude Gosselin

Le syndicalisme d'affaires du SFPQ se transformera en action politique

QUÉBEC — Avec une nouvelle présidente et un nouveau nom, le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec a modifié son image lors de son 17e congrès qui a pris fin hier, à Québec. La transformation sera toutefois véritable si le syndicat de quelque 40 000 membres accepte de prendre la voie de l'action politique comme le suggèrent ses dirigeants.



par
Brigitte
BRÉTON

Pour Mme Danielle-Maude Gosselin, qui succède à M. Jean-Louis Harguindeguy à la tête de l'organisation depuis 20 ans, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) n'a pas le choix de prendre le chemin de l'action politique. « C'est essentiel. La lutte passe par là pour conserver nos conditions de travail, nos acquis, nos services. »

Ce discours est nouveau au SFPQ, dont les activités ont été jusqu'à maintenant centrées sur la négociation de conditions de travail. Jean-Louis Harguindeguy ne s'est jamais défendu de faire du syndicalisme « d'affaires ». Mme Gosselin croit que lorsque la société était en pleine croissance, il était justifié à ce moment d'améliorer les conditions de travail et de compter sur la force unique du SFPQ. Mais, quand le gouvernement commence à sabrer dans les programmes sociaux et les services, l'opinion de Mme Gosselin change.

Elle estime que le SFPQ doit dénoncer les réductions de services. Non seulement parce qu'elles suppriment les emplois de ses membres, mais aussi, parce qu'elles diminuent la qualité de vie de tous les citoyens. Il faut réagir, dit-elle, l'expliquer à nos membres et indiquer au gouvernement où il peut couper en vidant les cabinets de ministres, en diminuant la sous-traitance et les chevauchements Québec-Ottawa. S'adres-

sant mercredi aux 600 délégués du congrès, Mme Gosselin a expliqué qu'elle voyait le syndicalisme comme un levier de lutte contre les pouvoirs établis et la haute finance, réducteurs du projet de société que le Québec avait établi dans les années 70.

Mme Gosselin, la première femme à accéder à 41 ans à la présidence du SFPQ, croit que l'organisation doit passer à l'offensive. Pour y parvenir, elle ne renie pas les moyens dits plus conventionnels, comme la grève. « La grève est un moyen de pression que certains diront dépassé, surtout lorsqu'on rend des services aux citoyens. Mais je pense

que parfois, sonner l'alarme, dire que les gens sont prêts à débrayer quelque peu, c'est pas quelque chose toujours mauvais. »

Susciter l'intérêt

Par ailleurs, elle prévoit que l'élargissement du rôle du SFPQ contribuera à susciter un plus grand intérêt chez les membres. Certains pourraient croire que le changement à la présidence stimulerait les fonctionnaires qui de plus en plus, comme dans bien d'autres organisations, désertent les assemblées syndicales. Certes, des membres ne chérissaient pas le président Jean-Louis Harguindeguy que certains surnommaient le « président à vie », lui qui occupait un poste au bureau de direction depuis 1967. Des membres avaient l'impression qu'ils n'avaient pas de poids dans leur syndicat, que tout était déterminé à l'avance par M. Harguindeguy et sa « gang ».

La nouvelle présidente ne se fait toutefois pas d'illusion. « Une femme à la présidence ne change pas le monde. Ce n'est pas cela qui amènera une plus grande participation des membres demain matin. » Elle se donne comme mandat de susciter le goût et l'intérêt des membres pour leur syndicat et voir ceux-ci se réapproprier leur regroupement. Pour ce faire, elle n'a pas l'intention de matraquer les membres. « L'exécutif propose, les membres disposent. »

Même si le président sortant estime que les membres sont d'abord préoccupés « par le pain et le beurre », les débats du dernier congrès indiquent que les militants veulent des changements. Ils préconisent également le développement d'alliances avec d'autres organisations syndicales et populaires. La nouvelle dirigeante constate que le SFPQ est moins « dinosaure » et moins « isolationniste » qu'auparavant.

Au cours des dernières années, le SFPQ a en effet joint les grandes centrales syndicales pour contrer les demandes du gouvernement lors du renouvellement des conventions collectives dans le secteur public. Cette année, le SFPQ adhère même au front commun auprès de la CSN, la CEQ, la FTQ et le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec. Mme Gosselin déplore que les organisations syndicales dépensent chacune de leur côté des énergies pour en venir très souvent au même résultat. Elle donne comme exemple la récente commission parlementaire sur les finances publiques où chacune est arrivée avec des mémoires dont les conclusions étaient sensiblement les mêmes.

La nouvelle présidente saura probablement diriger les membres vers la voie de l'action politique, même si le défi est de taille. Malgré les bonnes intentions de la nouvelle dirigeante et des autres élus au bureau de direction, les



Élue cette semaine à la tête du SFPQ, Danielle-Maude Gosselin veut maintenant élargir son action aux questions politiques.



Reine du Carnaval de Québec en 1972, Mme Gosselin s'affiche comme féministe. Mère de quatre garçons, elle grince des dents lorsqu'on lui dit « qu'elle a un bon mari ». « Jean-Louis Harguindeguy a assumé la présidence pendant 20 ans et il avait également quatre enfants. On ne lui a jamais fait ce genre de commentaire. »

membres sont désintéressés du mouvement syndical et doutent parfois de leur utilité.

Technicienne en information au Conseil du statut de la femme à son entrée au bureau de direction du SFPQ, en 1981, Danielle-Maude Gosselin a su cependant par le passé faire avancer des dossiers non populaires auprès de la majorité des membres du SFPQ. Elle a été l'initiatrice du comité de la condition féminine. « J'ai fait rire de moi avec ça », se rappelle-t-elle, constatant cependant aujourd'hui que les femmes ont fait un bout de chemin et su prendre leur place. La présidente souligne aussi qu'elle a fait entrer le SFPQ dans l'intersyndicale des femmes avant même la mise sur pied du comité de la condition féminine.

Elle a également piloté le dossier de l'équité salariale pour le SFPQ et ce dossier continue d'être une de ses priorités. Les femmes composent aujourd'hui environ 55 % des effectifs du SFPQ, mais demeurent néanmoins minoritaires dans les instances syndicales. Au bureau de direction, deux des 11 postes sont occupés par des femmes, la présidence et le secrétariat général.

Reine du Carnaval de Québec en 1972, Mme Gosselin s'affiche comme féministe. Mère de quatre garçons, elle grince des dents lorsqu'on lui dit « qu'elle a un bon mari ». « Jean-Louis Harguindeguy a assumé la présidence pendant 20 ans et il avait également quatre enfants. On ne lui a jamais fait ce genre de commentaire. »

Les Portcartois ovationnent les résistants

Les ex-travailleurs de Cascades sortent en héros

PORT-CARTIER — C'est littéralement comme des héros que les ex-travailleurs de Cascades Port-Cartier ont été accueillis par la population à l'issue de leurs cinq jours d'occupation, en fin d'après-midi, hier, à Port-Cartier.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

Sous une pluie battante qui pas un instant n'a refroidi les ovations des Portcartois, sans un seul geste de dépit, l'oeillet blanc de l'espoir à la main, les manifestants ont quitté les terrains de leur fameuse usine peu après 17 h.

« Vu que nous sommes et que vous êtes des gens pacifiques et raisonnables, je vous recommande de respecter le jugement rendu par le juge de quitter les lieux », leur a dit le maire de Port-Cartier, Anthony Detroio, venu les accueillir à la grille.

« Sachez que vous avez posé votre geste parce que vous avez cru que c'était la chose à faire et

que vous avez voulu conserver l'usine en état de fonctionnement et de la remettre en état pour la visite des futurs investisseurs », a repris le maire Detroio dans une allocution réglée au quart de poil pour se conformer à l'ordonnance du juge de la cour supérieure Ross Goodwin.

« Je vous remercie pour le travail bénévole et volontaire que vous avez effectué depuis mainte-

nant cinq jours, cinq heures et 21 minutes », a ajouté le maire dont la voix trahissait l'émotion.

« Nous voulions gagner du temps. Je pense que c'est une petite victoire pour les manifestants et la population de Port-Cartier », a enchaîné le chef de file Jean-Yves Poulin avant d'échanger sous les applaudissements de longues accolades avec le maire et le député de Duplessis, Denis Goodwin.

Peu avant 16 h, les occupants avaient été mis au courant dans son entier du contenu de l'injonction par un message lu à la radio

de CIPC. Moins de dix minutes plus tard, quatre autos-patrouille de la police municipale portcartoise se sont rangées devant la porte des bureaux administratifs de l'usine. Dans des uniformes impeccables, sans matraque, les policiers se sont retrouvés l'instant d'après face aux occupants, en vêtements de travail, venus tout à fait pacifiquement à leur rencontre.

« Conformément à l'ordre de la cour, nous devons vous expulser » a succinctement indiqué aux manifestants le chef Gervais Dubé en leur demandant de rentrer dans

l'usine le temps que ses hommes fassent quelques vérifications.

Plus tard, les policiers devaient escorter les occupants jusqu'à la grille sur ce même parcours qu'ils avaient emprunté dimanche pour sauvegarder ces fameux raffineurs maintenant propriété des Américains.

Selon les indications qui ont été formulées devant le juge Goodwin, cette semaine à Québec, le plan de démantèlement des raffineurs s'enclencherait dès mardi, avec la visite d'ingénieurs ; le début des travaux commencerait à la fin de la semaine. Il est

prévu que les équipements seront transportés par barge.

Dans un échange spontané avec des Portcartois avant que l'injonction ne soit émise, le député Perron avait indiqué que les intentions du gouvernement Bourassa sont de démanteler l'usine Cascades Port-Cartier avant d'annoncer le lancement du projet hydroélectrique SM3.

Ce projet dégagera un million de mètres cubes de bois qui prendra éventuellement la direction de QUNO à Baie-Comeau, Donohue à Clermont ou Donohue à Matane.

Les modalités de l'injonction

QUÉBEC — Tel que prévu, le juge Ross Goodwin a accordé hier une injonction interlocutoire ordonnant aux occupants de l'usine et du terrain de Cascades Port-Cartier de quitter les lieux sans délai.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Le jugement ne comporte pas de motifs. Après les avoir brièvement mentionnés, le juge a déclaré qu'ils seront déposés plus tard, après avoir été « polis ». Il en ira de même du jugement sur la requête de la ville de Port-Cartier pour que soit révisée la décision du syndic de vendre les raffineurs.

De nouveau, le juge a répété qu'il ne pouvait être insensible aux préoccupations de la population de Port-Cartier mais que son devoir consiste à appliquer la loi, aussi dure puisse-t-elle être. D'ailleurs, le jugement ne s'adresse pas à la population de la région de Port-Cartier et aux ex-travailleurs de Cascades, tel que le réclamait le syndic. Cette description, mentionne le juge, était insuffisante et ces personnes ne constituaient pas un groupement pouvant être considéré partie à la procédure.

Le jugement précise par contre que le maire Anthony Detroio est visé par l'ordonnance mais pas la ville de Port-Cartier.

Quant au volet policier du jugement, il « invite la Sûreté du Québec à prêter assistance à la sûreté municipale de Port-Cartier aux moments opportuns et selon les modalités appropriées, sans nécessairement attendre une demande à cet effet ». Le procureur représentant la SQ, Me Claude Bouchard, s'est refusé à tout commentaire relatif à cette disposition.

Quant aux gestes que toute personne devra s'abstenir de faire, ce sont les suivants :

- 1 - empêcher le syndic d'avoir accès à la propriété
- 2 - intimider
- 3 - obstruer l'entrée
- 4 - empêcher la circulation de marchandise et d'équipement
- 5 - assujettir personnes et véhicules à quelque condition à l'entrée
- 6 - endommager des biens
- 7 - inciter à commettre un des actes qui précèdent.

Évidemment, le point le plus délicat pourrait bien être le quatrième puisque le juge Goodwin ne s'est pas encore prononcé sur la vente des raffineurs dont le démantèlement est prévu à la fin du mois. Satisfait que la ville ne soit pas visée par le jugement, son procureur, Me Louis Asselin, a reconnu que cette situation le préoccupe. Le syndic Raymond Marcoux a quant à lui déclaré qu'il allait consulter ses avocats pour déterminer le moment pour entreprendre le démantèlement.

■ Alerte à la salmonellose

OTTAWA (PC) - Santé et Bien-être Canada avise les consommateurs de s'abstenir d'utiliser la formule de soya pour nourrissons en poudre de marque Soyolac, en boîtes de 400 grammes et portant le numéro de lot NO 94 / W5310 / 923081 en dessous de la boîte. Des bactéries de type salmonelle ont été détectées dans ce lot, ce qui pourrait causer une sévère intoxication alimentaire. On conseille aux consommateurs de vérifier leurs réserves de formules pour nourrissons et de retourner toute boîte non entamée au point d'achat.

Voici une offre qui déménage

L'offre de bienvenue de Bell*

Vous déménagez? Abonnez-vous à 1, 2 ou 3 services téléphoniques de Bell et profitez de 8 semaines gratuites. Choisissez parmi les services suivants: Afficheur, Appel en attente, TéléRéponse^{MC}, Renvoi automatique, Mémoires, Appel personnalisé, Sélecteur, TéléRéponse multi-usagers, Conférence à trois, Composition abrégée. Communiquez-nous votre choix en donnant votre avis de déménagement au Service à la clientèle ou à un magasin Téléboutique^{MC} Bell.

VISTA^{MC+} 100. Le téléphone idéal pour profiter des Services téléphoniques de Bell. 4,75\$ par mois.

* Cette offre s'adresse aux clients qui déménagent. Vous devez choisir des services auxquels vous n'êtes pas déjà abonné. Offert là où la technologie le permet.

^{MC} Marque de commerce de Bell Canada

^{MC+} Marque de commerce de Northern Telecom



Bell
des gens de parole^{MC}